



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Budget 2025 Implementation Act, No. 1

Loi n^o 1 d'exécution du budget de 2025

S.C. 2026, c. 3

L.C. 2026, ch. 3

Current to March 31, 2026

À jour au 31 mars 2026

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to March 31, 2026. Any amendments that were not in force as of March 31, 2026 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 31 mars 2026. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 31 mars 2026 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on November 4, 2025

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation
	Income Tax Act
	Excise Tax Act
	Income Tax Regulations
	Payment out of Consolidated Revenue Fund
124	Payment out of Consolidated Revenue Fund
	Coordinating Amendments
125	Bill C-4
	PART 2
	Digital Services Tax (Repeals and Other Measures)
	Repeals
126	Repeal
127	Repeal
	Transitional Provisions
	Consequential Amendments
	Access to Information Act
	Bankruptcy and Insolvency Act
	Criminal Code
	Excise Tax Act
	Export Development Act
	Financial Administration Act
	Tax Court of Canada Act
	Income Tax Act
	Canada Revenue Agency Act

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur la taxe d'accise
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	Prélèvement sur le Trésor
124	Prélèvement sur le Trésor
	Dispositions de coordination
125	Projet de loi C-4
	PARTIE 2
	Taxe sur les services numériques (abrogations et autres mesures)
	Abrogations
126	Abrogation
127	Abrogation
	Dispositions transitoires
	Modifications corrélatives
	Loi sur l'accès à l'information
	Loi sur la faillite et l'insolvabilité
	Code criminel
	Loi sur la taxe d'accise
	Loi sur le développement des exportations
	Loi sur la gestion des finances publiques
	Loi sur la Cour canadienne de l'impôt
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur l'Agence du revenu du Canada

Air Travellers Security Charge Act	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
Excise Act, 2001	Loi de 2001 sur l'accise
Underused Housing Tax Act	Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés
Select Luxury Items Tax Act	Loi sur la taxe sur certains biens de luxe
Global Minimum Tax Act	Loi sur l'impôt minimum mondial
PART 3	PARTIE 3
Amendments to the Excise Tax Act (GST/HST), the Underused Housing Tax Act, the Select Luxury Items Tax Act and Other Related Texts	Modification de la Loi sur la taxe d'accise (TPS/TVH), de la Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés, de la Loi sur la taxe sur certains biens de luxe et de textes connexes
DIVISION 1	SECTION 1
GST/HST Measures	Mesures relatives à la TPS/TVH
Excise Tax Act	Loi sur la taxe d'accise
Real Property (GST/HST) Regulations	Règlement sur les immeubles (TPS/TVH)
DIVISION 2	SECTION 2
Underused Housing Tax Measures	Mesures relatives à la taxe sur les logements sous-utilisés
Underused Housing Tax Act	Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés
Amendments to the Act	Modification de la loi
Repeals	Abrogations
169 Repeal	169 Abrogation
170 Repeal	170 Abrogation
DIVISION 3	SECTION 3
Select Luxury Items Tax Measures	Mesures relatives à la taxe sur certains biens de luxe
Select Luxury Items Tax Act	Loi sur la taxe sur certains biens de luxe
Select Luxury Items Tax Regulations	Règlement sur la taxe sur certains biens de luxe
Making of Regulations	Prise du règlement
Coming into Force	Entrée en vigueur
176 September 1, 2022	176 1 ^{er} septembre 2022
PART 4	PARTIE 4
First Nations Goods and Services Tax Act	Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations
Amendments to the Act	Modification de la loi

Consequential Amendments	Modifications corrélatives
Excise Tax Act	Loi sur la taxe d'accise
Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
PART 5	PARTIE 5
Various Measures	Mesures diverses
DIVISION 1	SECTION 1
High-Speed Rail Network Act	Loi sur le réseau ferroviaire à grande vitesse
Enactment of Act	Édiction de la loi
Amendment to the Act	Modification de la loi
Consequential Amendment to the Access to Information Act	Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information
Coming into Force	Entrée en vigueur
*194 Order in council	*194 Décret
DIVISION 2	SECTION 2
Canada Post Corporation Act	Loi sur la Société canadienne des postes
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*199 Order in council	*199 Décret
DIVISION 3	SECTION 3
Build Canada Homes	Maisons Canada
200 Consolidated Revenue Fund — Build Canada Homes	200 Prélèvements sur le Trésor — Maisons Canada
201 Consolidated Revenue Fund — Canada Lands Company Limited	201 Prélèvements sur le Trésor — Société immobilière du Canada limitée
DIVISION 4	SECTION 4
Canada Infrastructure Bank Act	Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada
DIVISION 5	SECTION 5
Red Tape Reduction Act	Loi sur la réduction de la paperasse
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
209 2018, c. 12.	209 2018, ch. 12.
DIVISION 6	SECTION 6
Public Service Superannuation Act (Operational Service)	Loi sur la pension de la fonction publique (service opérationnel)
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*216 Order in council	*216 Décret

DIVISION 7		SECTION 7	
Public Service Superannuation Act (Workforce Reduction)		Loi sur la pension de la fonction publique (réduction des effectifs)	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Related Amendment to the Income Tax Regulations		Modification connexe au Règlement de l'impôt sur le revenu	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
222	January 15, 2026 or royal assent	222	15 janvier 2026 ou sanction
DIVISION 8		SECTION 8	
Farm Credit Canada Act		Loi sur Financement agricole Canada	
DIVISION 9		SECTION 9	
Consumer-Driven Banking		Services bancaires axés sur les consommateurs	
Consumer-Driven Banking Act		Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs	
Related Amendments		Modifications connexes	
Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information	
Financial Consumer Agency of Canada Act		Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada	
Budget Implementation Act, 2024, No. 1		Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024	
Repeal		Abrogation	
246	Repeal	246	Abrogation
DIVISION 10		SECTION 10	
Legislation Related to Financial Institutions (Sunset Provisions)		Lois relatives aux institutions financières (dispositions de temporarisation)	
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt	
Bank Act		Loi sur les banques	
Insurance Companies Act		Loi sur les sociétés d'assurances	
DIVISION 11		SECTION 11	
Legislation Related to Financial Institutions (Modernizing Limits on Borrowing, Loans and Investments)		Lois relatives aux institutions financières (modernisation des limites relatives aux emprunts, aux prêts et aux placements)	
Trust and Loan Companies Act		Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt	
Bank Act		Loi sur les banques	
Insurance Companies Act		Loi sur les sociétés d'assurances	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*286	Order in council	*286	Décret

DIVISION 12

Legislation Related to Financial Institutions
(Electronic Delivery of Governance
Documents)

Bank Act

Trust and Loan Companies Act

Insurance Companies Act

DIVISION 13

Legislation Related to Financial Institutions
(Equity Threshold Related to Public Holding
Requirement)

DIVISION 14

Legislation Related to Financial Institutions
(Powers of the Superintendent of Financial
Institutions)

Trust and Loan Companies Act

Bank Act

Insurance Companies Act

Office of the Superintendent of Financial
Institutions Act

DIVISION 15

Bank Act (Funds Deposited by Cheque)

Amendment to the Act

Coming into Force

*332 Order in council

DIVISION 16

Bank Act (Consumer-targeted Fraud)

Amendments to the Act

Coming into Force

*336 Order in council

DIVISION 17

Supporting Federal Credit Union Growth

Canada Deposit Insurance Corporation Act

Bank Act

Financial Consumer Agency of Canada Act

SECTION 12

Lois relatives aux institutions financières
(fourniture électronique de documents de
gouvernance)

Loi sur les banques

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

Loi sur les sociétés d'assurances

SECTION 13

Lois relatives aux institutions financières
(seuil de capitaux propres lié à l'obligation
en matière de détention publique)

SECTION 14

Lois relatives aux institutions financières
(pouvoirs du surintendant des institutions
financières)

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

Loi sur les banques

Loi sur les sociétés d'assurances

Loi sur le Bureau du surintendant des
institutions financières

SECTION 15

Loi sur les banques (fonds déposés par
chèque)

Modification de la loi

Entrée en vigueur

*332 Décret

SECTION 16

Loi sur les banques (fraude ciblant les
consommateurs)

Modification de la loi

Entrée en vigueur

*336 Décret

SECTION 17

Soutien de la croissance des coopératives
de crédit fédérales

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du
Canada

Loi sur les banques

Loi sur l'Agence de la consommation en
matière financière du Canada

	Coming into Force		Entrée en vigueur
*352	Order in council	*352	Décret
	DIVISION 18		SECTION 18
	Special Economic Measures Act		Loi sur les mesures économiques spéciales
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provision		Disposition transitoire
358	Profits realized before coming into force	358	Bénéfices tirés avant l'entrée en vigueur
	Related and Consequential Amendments to the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Modifications connexes et corrélatives à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
	DIVISION 19		SECTION 19
	Basic Pension and Accommodation and Meals Charge		Pension de base et frais d'hébergement et de repas
	Pension Act		Loi sur les pensions
	Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act		Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada
	Department of Veterans Affairs Act		Loi sur le ministère des Anciens Combattants
	Veterans Health Care Regulations		Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants
	Coming into Force		Entrée en vigueur
375	January 2, 2026 or royal assent	375	2 janvier 2026 ou sanction
	DIVISION 20		SECTION 20
	Earnings Loss Benefit		Allocation pour perte de revenus
	Veterans Well-being Regulations		Règlement sur le bien-être des vétérans
	Regulations		Règlements
378	Regulations — earnings loss benefit	378	Règlements — allocation pour perte de revenus
	Coming into Force		Entrée en vigueur
379	April 1, 2006	379	1 ^{er} avril 2006
	DIVISION 21		SECTION 21
	Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act		Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Related Provisions		Dispositions connexes
382	Definitions	382	Définitions
383	Retroactive authorization — claims	383	Autorisation rétroactive — réclamations
384	Retroactive authorization — disclosure	384	Autorisation rétroactive — communication
385	For greater certainty	385	Précision

DIVISION 22		SECTION 22	
Canada Development Investment Corporation Act		Loi sur la Corporation de développement des investissements du Canada	
Enactment of Act		Édiction de la loi	
Consequential Amendment to the Access to Information Act		Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*388	Order in council	*388	Décret
DIVISION 23		SECTION 23	
Personal Information Protection and Electronic Documents Act		Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques	
Amendments to Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*398	Order in council	*398	Décret
DIVISION 24		SECTION 24	
Broadcasting Act		Loi sur la radiodiffusion	
DIVISION 25		SECTION 25	
Human Pathogens and Toxins Act		Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Consequential Amendments to the Human Pathogens and Toxins Regulations		Modifications corrélatives au Règlement sur les agents pathogènes humains et les toxines	
Transitional Provisions		Dispositions transitoires	
453	Words and expressions	453	Termes et expressions
454	Licence holder representative	454	Représentant du titulaire de permis
455	Validity period — extension	455	Période de validité — prolongation
	Coming into Force		Entrée en vigueur
456	Order in council	456	Décret
DIVISION 26		SECTION 26	
Customs Tariff		Tarif des douanes	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*459	Order in council	*459	Décret
DIVISION 27		SECTION 27	
Export and Import Permits Act		Loi sur les licences d'exportation et d'importation	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*462	Order in council	*462	Décret

<p>DIVISION 28</p> <p>Aeronautics Act</p> <p>Amendments to the Act</p> <p>Transitional Provisions</p> <p>495 Aviation security regulations</p> <p>496 Aviation safety regulations</p> <p>Consequential Amendment to the Access to Information Act</p> <p>Related Amendment to the Budget Implementation Act, 2019, No. 1</p> <p>DIVISION 29</p> <p>Canada Transportation Act</p> <p>DIVISION 30</p> <p>Judges Act</p> <p>DIVISION 31</p> <p>Administrative Tribunals Support Service of Canada Act</p> <p>DIVISION 32</p> <p>Environmental Protection Tribunal of Canada</p> <p>Canadian Environmental Protection Act, 1999</p> <p>Administrative Tribunals Support Service of Canada Act</p> <p>Consequential Amendments</p> <p>International River Improvements Act</p> <p>Public Service Superannuation Act</p> <p>Canada Wildlife Act</p> <p>Migratory Birds Convention Act, 1994</p> <p>Antarctic Environmental Protection Act</p> <p>Environmental Violations Administrative Monetary Penalties Act</p> <p>Greenhouse Gas Pollution Pricing Act</p> <p>Terminology Changes</p> <p>Transitional Provisions</p> <p>549 Definitions</p> <p>550 Contracts</p> <p>551 Chief Review Officer</p>	<p>SECTION 28</p> <p>Loi sur l'aéronautique</p> <p>Modification de la loi</p> <p>Dispositions transitoires</p> <p>495 Règlements sur la sûreté aérienne</p> <p>496 Règlements sur la sécurité aérienne</p> <p>Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information</p> <p>Modification connexe à la Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019</p> <p>SECTION 29</p> <p>Loi sur les transports au Canada</p> <p>SECTION 30</p> <p>Loi sur les juges</p> <p>SECTION 31</p> <p>Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs</p> <p>SECTION 32</p> <p>Tribunal de la protection de l'environnement du Canada</p> <p>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</p> <p>Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs</p> <p>Modifications corrélatives</p> <p>Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux</p> <p>Loi sur la pension de la fonction publique</p> <p>Loi sur les espèces sauvages du Canada</p> <p>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</p> <p>Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique</p> <p>Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement</p> <p>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</p> <p>Modifications terminologiques</p> <p>Dispositions transitoires</p> <p>549 Définitions</p> <p>550 Contrats</p> <p>551 Réviseur-chef</p>
---	--

552 Pending requests for review or other matters

DIVISION 33

Freshwater Fish Marketing Corporation

Divestiture and Dissolution

553 Definitions

554 Purpose

555 Powers of Minister

556 Powers

557 Tabling in Parliament

558 Transfer — property, rights or interests

559 Distribution of property

560 Surplus

561 Dissolution

Transitional Provisions

562 Reference to Corporation

563 Commencement of legal proceedings

564 No compensation

Consequential Amendments

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

Financial Administration Act

Payments in Lieu of Taxes Act

Public Service Superannuation Act

Repeal

569 Repeal

Coming into Force

*570 Order in council

DIVISION 34

Government Annuities Improvement Act

DIVISION 35

Naskapi and the Cree-Naskapi Commission Act

DIVISION 36

Canada Student Financial Assistance Act

Amendments to the Act

552 Demandes ou affaires en instance

SECTION 33

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Dessaisissement et dissolution

553 Définitions

554 Objet

555 Pouvoirs du ministre

556 Pouvoirs

557 Dépôt devant le Parlement

558 Transfert : biens, droits ou intérêts

559 Affectation des biens

560 Surplus

561 Dissolution

Dispositions transitoires

562 Référence à l'Office

563 Procédures judiciaires nouvelles

564 Absence de droit à réclamation

Modifications corrélatives

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Loi sur la gestion des finances publiques

Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts

Loi sur la pension de la fonction publique

Abrogation

569 Abrogation

Entrée en vigueur

*570 Décret

SECTION 34

Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État

SECTION 35

Loi sur les Naskapis et la Commission crie-naskapie

SECTION 36

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

Modification de la loi

	Transitional Provision		Disposition transitoire
575	Delayed application	575	Délai d'application
	DIVISION 37		SECTION 37
	Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing (Various Measures)		Recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes (mesures diverses)
	Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
	Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Regulations		Règlement sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
	Consequential Amendment to the Access to Information Act		Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information
	Coming into Force		Entrée en vigueur
587	October 1, 2025	587	1 ^{er} octobre 2025
	DIVISION 38		SECTION 38
	Borrowing Authority Act		Loi autorisant certains emprunts
	DIVISION 39		SECTION 39
	Measures Related to the Dissolution of Certain Corporations and Cooperatives (Listed Entities)		Mesures relatives à la dissolution de certaines sociétés, coopératives et organisations (entités inscrites)
	Canada Business Corporations Act		Loi canadienne sur les sociétés par actions
	Canada Cooperatives Act		Loi canadienne sur les coopératives
	Canada Not-for-profit Corporations Act		Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif
	DIVISION 40		SECTION 40
	Building Canada Act		Loi visant à bâtir le Canada
	DIVISION 41		SECTION 41
	Canadian Energy Regulator Act		Loi sur la Régie canadienne de l'énergie
	DIVISION 42		SECTION 42
	Canadian Environmental Protection Act, 1999		Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)
	DIVISION 43		SECTION 43
	Competition Act		Loi sur la concurrence
	DIVISION 44		SECTION 44
	National School Food Program Act		Loi sur le Programme national d'alimentation scolaire

DIVISION 45

Stablecoin Act

Enactment of Act

Consequential and Related Amendments

Access to Information Act

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist
Financing Act

Retail Payment Activities Act

Coming into Force

*606 Order in council

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

SCHEDULE 3

SCHEDULE 4

SCHEDULE 5

SCHEDULE 6

SECTION 45

Loi sur les cryptomonnaies stables

Édiction de la loi

Modifications corrélative et connexes

Loi sur l'accès à l'information

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le
financement des activités terroristes

Loi sur les activités associées aux paiements de
détail

Entrée en vigueur

*606 Décret

ANNEXE 1

ANNEXE 2

ANNEXE 3

ANNEXE 4

ANNEXE 5

ANNEXE 6



S.C. 2026, c. 3

L.C. 2026, ch. 3

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on November 4, 2025

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025

[Assented to 26th March 2026]

[Sanctionnée le 26 mars 2026]

His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Budget 2025 Implementation Act, No. 1*.

Titre abrégé

1 *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025.*

PART 1

PARTIE 1

Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes

R.S., c. 1 (5th Supp.).

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Amendments]

2 [Modifications]

3 [Amendments]

3 [Modifications]

4 [Amendments]

4 [Modifications]

5 [Amendments]

5 [Modifications]

6 [Amendments]

6 [Modifications]

7 [Amendments]

7 [Modifications]

8 [Amendments]

8 [Modifications]

- 9 [Amendments]**
- 10 [Amendments]**
- 11 [Amendments]**
- 12 [Amendments]**
- 13 [Amendments]**
- 14 [Amendments]**
- 15 [Amendments]**
- 16 [Amendments]**
- 17 [Amendments]**
- 18 [Amendments]**
- 19 [Amendments]**
- 20 [Amendments]**
- 21 [Amendments]**
- 22 [Amendments]**
- 23 [Amendments]**
- 24 [Amendments]**
- 25 [Amendments]**
- 26 [Amendments]**
- 27 [Amendments]**
- 28 [Amendments]**
- 29 [Amendments]**
- 30 [Amendments]**
- 31 [Amendments]**
- 32 [Amendments]**
- 33 [Amendments]**
- 34 [Amendments]**
- 35 [Amendments]**
- 36 [Amendments]**
- 37 [Amendments]**
- 38 [Amendments]**

- 9 [Modifications]**
- 10 [Modifications]**
- 11 [Modifications]**
- 12 [Modifications]**
- 13 [Modifications]**
- 14 [Modifications]**
- 15 [Modifications]**
- 16 [Modifications]**
- 17 [Modifications]**
- 18 [Modifications]**
- 19 [Modifications]**
- 20 [Modifications]**
- 21 [Modifications]**
- 22 [Modifications]**
- 23 [Modifications]**
- 24 [Modifications]**
- 25 [Modifications]**
- 26 [Modifications]**
- 27 [Modifications]**
- 28 [Modifications]**
- 29 [Modifications]**
- 30 [Modifications]**
- 31 [Modifications]**
- 32 [Modifications]**
- 33 [Modifications]**
- 34 [Modifications]**
- 35 [Modifications]**
- 36 [Modifications]**
- 37 [Modifications]**
- 38 [Modifications]**

39 [Amendments]
40 [Amendments]
41 [Amendments]
42 [Amendments]
43 [Amendments]
44 [Amendments]
45 [Amendments]
46 [Amendments]
47 [Amendments]
48 [Amendments]
49 [Amendments]
50 [Amendments]
51 [Amendments]
52 [Amendments]
53 [Amendments]
54 [Amendments]
55 [Amendments]
56 [Amendments]
57 [Amendments]
58 [Amendments]
59 [Amendments]
60 [Amendments]
61 [Amendments]
62 [Amendments]
63 [Amendments]
64 [Amendments]
65 [Amendments]
66 [Amendments]
67 [Amendments]
68 [Amendments]

39 [Modifications]
40 [Modifications]
41 [Modifications]
42 [Modifications]
43 [Modifications]
44 [Modifications]
45 [Modifications]
46 [Modifications]
47 [Modifications]
48 [Modifications]
49 [Modifications]
50 [Modifications]
51 [Modifications]
52 [Modifications]
53 [Modifications]
54 [Modifications]
55 [Modifications]
56 [Modifications]
57 [Modifications]
58 [Modifications]
59 [Modifications]
60 [Modifications]
61 [Modifications]
62 [Modifications]
63 [Modifications]
64 [Modifications]
65 [Modifications]
66 [Modifications]
67 [Modifications]
68 [Modifications]

69 [Amendments]
70 [Amendments]
71 [Amendments]
72 [Amendments]
73 [Amendments]
74 [Amendments]
75 [Amendments]
76 [Amendments]
77 [Amendments]
78 [Amendments]
79 [Amendments]
80 [Amendments]
81 [Amendments]
82 [Amendments]
83 [Amendments]
84 [Amendments]
85 [Amendments]
86 [Amendments]
87 [Amendments]
88 [Amendments]
89 [Amendments]
90 [Amendments]
91 [Amendments]
92 [Amendments]
93 [Amendments]
94 [Amendments]
95 [Amendments]
96 [Amendments]

69 [Modifications]
70 [Modifications]
71 [Modifications]
72 [Modifications]
73 [Modifications]
74 [Modifications]
75 [Modifications]
76 [Modifications]
77 [Modifications]
78 [Modifications]
79 [Modifications]
80 [Modifications]
81 [Modifications]
82 [Modifications]
83 [Modifications]
84 [Modifications]
85 [Modifications]
86 [Modifications]
87 [Modifications]
88 [Modifications]
89 [Modifications]
90 [Modifications]
91 [Modifications]
92 [Modifications]
93 [Modifications]
94 [Modifications]
95 [Modifications]
96 [Modifications]

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

97 [Amendments]

C.R.C., c. 945.

Income Tax Regulations

98 [Amendments]

99 [Amendments]

100 [Amendments]

101 [Amendments]

102 [Amendments]

103 [Amendments]

104 [Amendments]

105 [Amendments]

106 [Amendments]

107 [Amendments]

108 [Amendments]

109 [Amendments]

110 [Amendments]

111 [Amendments]

112 [Amendments]

113 [Amendments]

114 [Amendments]

115 [Amendments]

116 [Amendments]

117 [Amendments]

118 [Amendments]

119 [Amendments]

120 [Amendments]

121 [Amendments]

122 [Amendments]

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

97 [Modifications]

C.R.C., ch. 945.

Règlement de l'impôt sur le revenu

98 [Modifications]

99 [Modifications]

100 [Modifications]

101 [Modifications]

102 [Modifications]

103 [Modifications]

104 [Modifications]

105 [Modifications]

106 [Modifications]

107 [Modifications]

108 [Modifications]

109 [Modifications]

110 [Modifications]

111 [Modifications]

112 [Modifications]

113 [Modifications]

114 [Modifications]

115 [Modifications]

116 [Modifications]

117 [Modifications]

118 [Modifications]

119 [Modifications]

120 [Modifications]

121 [Modifications]

122 [Modifications]

123 [Amendments]

Payment out of Consolidated Revenue Fund

Payment out of Consolidated Revenue Fund

124 Any amount payable by the Minister of National Revenue in relation to the application of subsection 127.491(2) of the *Income Tax Act* is to be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

Coordinating Amendments

Bill C-4

125 If Bill C-4, introduced in the 1st session of the 45th Parliament and entitled the *Making Life More Affordable for Canadians Act*, receives royal assent, then

- (a) [Amendments]
- (b) [Amendments]
- (c) [Amendments]
- (d) [Amendments]
- (e) [Amendments]
- (f) [Amendments]

PART 2

Digital Services Tax (Repeals and Other Measures)

Repeals

Repeal

126 (1) The *Digital Services Tax Act*, section 96 of chapter 15 of the Statutes of Canada, 2024, is repealed.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on June 20, 2024.

123 [Modifications]

Prélèvement sur le Trésor

Prélèvement sur le Trésor

124 Toute somme à payer par le ministre du Revenu national pour l'application du paragraphe 127.491(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est prélevée sur le Trésor.

Dispositions de coordination

Projet de loi C-4

125 En cas de sanction du projet de loi C-4, déposé au cours de la 1^{re} session de la 45^e législature et intitulé *Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens* :

- a) [Modifications]
- b) [Modifications]
- c) [Modifications]
- d) [Modifications]
- e) [Modifications]
- f) [Modifications]

PARTIE 2

Taxe sur les services numériques (abrogations et autres mesures)

Abrogations

Abrogation

126 (1) La *Loi sur la taxe sur les services numériques*, article 96 du chapitre 15 des Lois du Canada (2024), est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 20 juin 2024.

Repeal

127 (1) The *Digital Services Tax Regulations*, section 97 of chapter 15 of the Statutes of Canada, 2024, are repealed.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on June 20, 2024.

Transitional Provisions

128 (1) If a person has, before the day on which this Act receives royal assent, paid an amount to His Majesty in right of Canada and the amount, in the absence of section 126, would have been taken into account by His Majesty in right of Canada as tax, a penalty, interest or other amount under the *Digital Services Tax Act*, the Minister of National Revenue must refund to the person the amount, together with interest on the amount at the rate determined under paragraph 2(1)(a) of the *Interest Rates (Excise Act, 2001) Regulations*, for the period beginning on the day on which the amount was received by the Receiver General for Canada and ending on the day on which the refund is paid.

(2) Any refund payable by the Minister of National Revenue under subsection (1) is to be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

Consequential Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

129 [Amendments]

R.S., c. B-3; 1992, c. 27, s. 2.

Bankruptcy and Insolvency Act

130 [Amendments]

R.S., c. C-46.

Criminal Code

131 [Amendments]

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

132 [Amendments]

133 [Amendments]

Abrogation

127 (1) Le *Règlement sur la taxe sur les services numériques*, article 97 du chapitre 15 des Lois du Canada (2024), est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 20 juin 2024.

Dispositions transitoires

128 (1) Si une personne, avant la date de la sanction de la présente loi, a payé un montant à Sa Majesté du chef du Canada, et que ce montant, en l'absence de l'article 126, aurait été pris en compte par Sa Majesté du chef du Canada à titre de taxe, de pénalité, d'intérêt ou d'autre montant en vertu de la *Loi sur la taxe sur les services numériques*, le ministre du Revenu national rembourse le montant à la personne, ainsi que les intérêts sur le montant au taux déterminé selon l'alinéa 2(1)a) du *Règlement sur les taux d'intérêt (Loi de 2001 sur l'accise)* pour la période commençant à la date à laquelle le montant a été reçu par le receveur général du Canada et se terminant à la date du remboursement.

(2) Tout remboursement à payer par le ministre du Revenu national en vertu du paragraphe (1) est prélevé sur le Trésor.

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

129 [Modifications]

L.R., ch. B-3; 1992, ch. 27, art. 2.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

130 [Modifications]

L.R., ch. C-46.

Code criminel

131 [Modifications]

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

132 [Modifications]

133 [Modifications]

134 [Amendments]

135 [Amendments]

136 [Amendments]

137 [Amendments]

R.S., c. E-20; 2001, c. 33, s. 2(F).

Export Development Act

138 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

139 [Amendments]

R.S., c. T-2.

Tax Court of Canada Act

140 [Amendments]

141 [Amendments]

142 [Amendments]

143 [Amendments]

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

144 [Amendments]

145 [Amendments]

146 [Amendments]

1999, c. 17; 2005, c. 38, s. 35.

Canada Revenue Agency Act

147 [Amendments]

2002, c. 9, s. 5.

Air Travellers Security Charge Act

148 [Amendments]

134 [Modifications]

135 [Modifications]

136 [Modifications]

137 [Modifications]

L.R., ch. E-20; 2001, ch. 33, art. 2(F).

Loi sur le développement des exportations

138 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

139 [Modifications]

L.R., ch. T-2.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

140 [Modifications]

141 [Modifications]

142 [Modifications]

143 [Modifications]

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

144 [Modifications]

145 [Modifications]

146 [Modifications]

1999, ch. 17; 2005, ch. 38, art. 35.

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

147 [Modifications]

2002, ch. 9, art. 5.

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

148 [Modifications]

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

149 [Amendments]

150 [Amendments]

2022, c. 5, s. 10.

Underused Housing Tax Act

151 [Amendments]

2022, c. 10, s. 135.

Select Luxury Items Tax Act

152 [Amendments]

153 [Amendments]

154 [Amendments]

155 [Amendments]

156 [Amendments]

2024, c. 17, s. 81.

Global Minimum Tax Act

157 [Amendments]

158 [Amendments]

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

149 [Modifications]

150 [Modifications]

2022, ch. 5, art. 10.

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés

151 [Modifications]

2022, ch. 10, art. 135.

Loi sur la taxe sur certains biens de luxe

152 [Modifications]

153 [Modifications]

154 [Modifications]

155 [Modifications]

156 [Modifications]

2024, ch. 17, art. 81.

Loi sur l'impôt minimum mondial

157 [Modifications]

158 [Modifications]

PART 3

Amendments to the Excise Tax Act (GST/HST), the Underused Housing Tax Act, the Select Luxury Items Tax Act and Other Related Texts

DIVISION 1

GST/HST Measures

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

159 [Amendments]

160 [Amendments]

161 [Amendments]

162 [Amendments]

163 [Amendments]

SOR/2024-157.

Real Property (GST/HST) Regulations

164 [Amendments]

165 [Amendments]

166 [Amendments]

DIVISION 2

Underused Housing Tax Measures

2022, c. 5, s. 10.

Underused Housing Tax Act

Amendments to the Act

167 [Amendments]

PARTIE 3

Modification de la Loi sur la taxe d'accise (TPS/TVH), de la Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés, de la Loi sur la taxe sur certains biens de luxe et de textes connexes

SECTION 1

Mesures relatives à la TPS/TVH

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

159 [Modifications]

160 [Modifications]

161 [Modifications]

162 [Modifications]

163 [Modifications]

DORS/2024-157.

Règlement sur les immeubles (TPS/TVH)

164 [Modifications]

165 [Modifications]

166 [Modifications]

SECTION 2

Mesures relatives à la taxe sur les logements sous-utilisés

2022, ch. 5, art. 10.

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés

Modification de la loi

167 [Modifications]

168 [Amendments]

Repeals

Repeal

169 (1) The Underused Housing Tax Act, section 10 of chapter 5 of the Statutes of Canada, 2022, is repealed.

(2) Subsection (1) comes into force on January 1, 2035.

Repeal

170 (1) The Underused Housing Tax Regulations, section 116 of chapter 19 of the Statutes of Canada, 2022, are repealed.

(2) Subsection (1) comes into force on January 1, 2035.

DIVISION 3

Select Luxury Items Tax Measures

2022, c. 10, s. 135.

Select Luxury Items Tax Act

171 [Amendments]

172 [Amendments]

173 [Amendments]

174 [Amendments]

Select Luxury Items Tax Regulations

Making of Regulations

175 [Amendments]

Coming into Force

September 1, 2022

176 (1) Parts 1 and 3 to 5 of the Select Luxury Items Tax Regulations, as made by section 175, are deemed to have come into force on September 1, 2022.

168 [Modifications]

Abrogations

Abrogation

169 (1) La Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés, article 10 du chapitre 5 des Lois du Canada (2022), est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2035.

Abrogation

170 (1) Le Règlement sur la taxe sur les logements sous-utilisés, article 116 du chapitre 19 des Lois du Canada (2022), est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2035.

SECTION 3

Mesures relatives à la taxe sur certains biens de luxe

2022, ch. 10, art. 135.

Loi sur la taxe sur certains biens de luxe

171 [Modifications]

172 [Modifications]

173 [Modifications]

174 [Modifications]

Règlement sur la taxe sur certains biens de luxe

Prise du règlement

175 [Modifications]

Entrée en vigueur

1^{er} septembre 2022

176 (1) Les parties 1 et 3 à 5 du Règlement sur la taxe sur certains biens de luxe, pris en vertu de l'article 175, sont réputées être entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

August 5, 2023

(2) Part 2 of the *Select Luxury Items Tax Regulations*, as made by section 175, is deemed to have come into force on August 5, 2023.

Authority and *Statutory Instruments Act*

(3) The *Select Luxury Items Tax Regulations*, as made by section 175, are deemed

(a) to have been made under section 154 of the *Select Luxury Items Tax Act*;

(b) for the purposes of subsection 5(1) of the *Statutory Instruments Act*, to have been transmitted to the Clerk of the Privy Council for registration; and

(c) to have met the publication requirements of subsection 11(1) of the *Statutory Instruments Act*.

PART 4

2003, c. 15, s. 67.

First Nations Goods and Services Tax Act

Amendments to the Act

177 [Amendments]

178 [Amendments]

179 [Amendments]

180 [Amendments]

181 [Amendments]

182 [Amendments]

183 [Amendments]

184 [Amendments]

185 [Amendments]

186 [Amendments]

187 [Amendments]

188 [Amendments]

5 août 2023

(2) La partie 2 du *Règlement sur la taxe sur certains biens de luxe*, pris en vertu de l'article 175, est réputée être entrée en vigueur le 5 août 2023.

Pouvoir habilitant et *Loi sur les textes réglementaires*

(3) Le *Règlement sur la taxe sur certains biens de luxe*, pris en vertu de l'article 175, est réputé, à la fois :

a) avoir été pris en vertu de l'article 154 de la *Loi sur la taxe sur certains biens de luxe*;

b) pour l'application du paragraphe 5(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*, avoir été transmis au greffier du Conseil privé pour enregistrement;

c) avoir rempli les exigences de publication prévues au paragraphe 11(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*.

PARTIE 4

2003, ch. 15, art. 67.

Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations

Modification de la loi

177 [Modifications]

178 [Modifications]

179 [Modifications]

180 [Modifications]

181 [Modifications]

182 [Modifications]

183 [Modifications]

184 [Modifications]

185 [Modifications]

186 [Modifications]

187 [Modifications]

188 [Modifications]

Consequential Amendments

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

189 [Amendments]

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45(1).

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

190 [Amendments]

PART 5

Various Measures

DIVISION 1

High-Speed Rail Network Act

Enactment of Act

191 [Amendments]

Amendment to the Act

192 [Amendments]

R.S., c. A-1.

Consequential Amendment to the Access to Information Act

193 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***194 Section 192 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 192 not in force.]

Modifications corrélatives

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

189 [Modifications]

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, par. 45(1).

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

190 [Modifications]

PARTIE 5

Mesures diverses

SECTION 1

Loi sur le réseau ferroviaire à grande vitesse

Édiction de la loi

191 [Modifications]

Modification de la loi

192 [Modifications]

L.R., ch. A-1.

Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information

193 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***194 L'article 192 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Article 192 non en vigueur.]

DIVISION 2

R.S., c. C-10.

Canada Post Corporation Act

Amendments to the Act

195 [Amendments]

196 [Amendments]

197 [Amendments]

198 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***199 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 2 not in force.]

DIVISION 3

Build Canada Homes

Consolidated Revenue Fund — Build Canada Homes

200 The Minister of Housing, with the concurrence of the Minister of Finance, may make payments out of the Consolidated Revenue Fund in an aggregate amount not exceeding \$11.5 billion, or any other amount that is specified in an appropriation Act or any other Act of Parliament, to fund the operations and activities of the portion of the federal public administration known as Build Canada Homes or of any other entity designated by the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Housing.

Consolidated Revenue Fund — Canada Lands Company Limited

201 (1) The Minister of Housing may make payments out of the Consolidated Revenue Fund in an aggregate amount not exceeding \$1.515 billion, or any other amount that is specified in an appropriation Act or any other Act of Parliament, to

(a) make a contribution of capital to Canada Lands Company Limited or purchase shares in

SECTION 2

L.R., ch. C-10.

Loi sur la Société canadienne des postes

Modification de la loi

195 [Modifications]

196 [Modifications]

197 [Modifications]

198 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***199 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 2 non en vigueur.]

SECTION 3

Maisons Canada

Prélèvements sur le Trésor — Maisons Canada

200 Le ministre du Logement peut, avec l'agrément du ministre des Finances, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total onze milliards cinq cents millions de dollars, ou toute autre somme précisée dans une loi de crédits ou une autre loi fédérale, en vue de financer les activités du secteur de l'administration publique fédérale appelé Maisons Canada ou de toute autre entité désignée par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre du Logement.

Prélèvements sur le Trésor — Société immobilière du Canada limitée

201 (1) Le ministre du Logement peut prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total un milliard cinq cent quinze millions de dollars, ou toute autre somme précisée dans une loi de crédits ou une autre loi fédérale, aux fins suivantes :

Canada Lands Company Limited on behalf of His Majesty; or

(b) fund the operations and activities of any entity designated by the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Housing.

Contracts

(2) For the purposes of paragraph (1)(a), Canada Lands Company Limited may enter into contracts with His Majesty as though it were not an agent of His Majesty.

DIVISION 4

2017, c. 20, s. 403.

Canada Infrastructure Bank Act

202 [Amendments]

DIVISION 5

2015, c. 12.

Red Tape Reduction Act

Amendments to the Act

203 [Amendments]

204 [Amendments]

205 [Amendments]

206 [Amendments]

207 [Amendments]

208 [Amendments]

Coordinating Amendments

2018, c. 12.

209 (1) [Amendments]

(2) [Amendments]

(3) [Amendments]

a) faire un apport en capital à la Société immobilière du Canada limitée ou acquérir des actions auprès d'elle pour le compte de Sa Majesté;

b) financer les activités de toute entité désignée par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre du Logement.

Contrats

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), la Société immobilière du Canada limitée peut conclure des contrats avec Sa Majesté comme si elle n'en était pas le mandataire.

SECTION 4

2017, ch. 20, art. 403.

Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada

202 [Modifications]

SECTION 5

2015, ch. 12.

Loi sur la réduction de la paperasse

Modification de la loi

203 [Modifications]

204 [Modifications]

205 [Modifications]

206 [Modifications]

207 [Modifications]

208 [Modifications]

Dispositions de coordination

2018, ch. 12.

209 (1) [Modifications]

(2) [Modifications]

(3) [Modifications]

DIVISION 6

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act (Operational Service)

Amendments to the Act

210 [Amendments]

211 [Amendments]

212 [Amendments]

213 [Amendments]

214 [Amendments]

215 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

216 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 6 not in force.]

DIVISION 7

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act (Workforce Reduction)

Amendments to the Act

217 [Amendments]

218 [Amendments]

219 [Amendments]

220 [Amendments]

C.R.C., c. 945.

Related Amendment to the Income Tax Regulations

221 [Amendments]

SECTION 6

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique (service opérationnel)

Modification de la loi

210 [Modifications]

211 [Modifications]

212 [Modifications]

213 [Modifications]

214 [Modifications]

215 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

216 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 6 non en vigueur.]

SECTION 7

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique (réduction des effectifs)

Modification de la loi

217 [Modifications]

218 [Modifications]

219 [Modifications]

220 [Modifications]

C.R.C., ch. 945.

Modification connexe au Règlement de l'impôt sur le revenu

221 [Modifications]

Coming into Force

January 15, 2026 or royal assent

222 (1) Sections 217 to 219 and 221 come into force on the later of the day on which this Act receives royal assent and January 15, 2026.

121st day after the coming into force of section 217

(2) Section 220 comes into force on the 121st day after the day on which section 217 comes into force.

DIVISION 8

1993, c. 14; 2001, c. 22, s. 2.

Farm Credit Canada Act

223 [Amendments]

DIVISION 9

Consumer-Driven Banking

Consumer-Driven Banking Act

224 [Amendments]

Related Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

225 [Amendments]

2001, c. 9.

Financial Consumer Agency of Canada Act

226 [Amendments]

227 [Amendments]

228 [Amendments]

229 [Amendments]

230 [Amendments]

231 [Amendments]

Entrée en vigueur

15 janvier 2026 ou sanction

222 (1) Les articles 217 à 219 et 221 entrent en vigueur le 15 janvier 2026 ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

Cent vingt et unième jour après l'entrée en vigueur de l'article 217

(2) L'article 220 entre en vigueur le cent vingt et unième jour suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 217.

SECTION 8

1993, ch. 14; 2001, ch. 22, art. 2.

Loi sur Financement agricole Canada

223 [Modifications]

SECTION 9

Services bancaires axés sur les consommateurs

Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs

224 [Modifications]

Modifications connexes

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

225 [Modifications]

2001, ch. 9.

Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

226 [Modifications]

227 [Modifications]

228 [Modifications]

229 [Modifications]

230 [Modifications]

231 [Modifications]

232 [Amendments]

233 [Amendments]

234 [Amendments]

235 [Amendments]

236 [Amendments]

237 [Amendments]

238 [Amendments]

239 [Amendments]

240 [Amendments]

241 [Amendments]

242 [Amendments]

243 [Amendments]

2024, c. 17.

Budget Implementation Act, 2024, No. 1

244 [Amendments]

245 [Amendments]

Repeal

Repeal

246 *The Consumer-Driven Banking Act, section 198 of chapter 17 of the Statutes of Canada, 2024, is repealed.*

DIVISION 10

Legislation Related to Financial
Institutions (Sunset Provisions)

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

247 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

248 [Amendments]

232 [Modifications]

233 [Modifications]

234 [Modifications]

235 [Modifications]

236 [Modifications]

237 [Modifications]

238 [Modifications]

239 [Modifications]

240 [Modifications]

241 [Modifications]

242 [Modifications]

243 [Modifications]

2024, ch. 17.

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024

244 [Modifications]

245 [Modifications]

Abrogation

Abrogation

246 *La Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs, article 198 du chapitre 17 des Lois du Canada (2024), est abrogée.*

SECTION 10

Lois relatives aux institutions
financières (dispositions de
temporarisation)

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de
prêt

247 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

248 [Modifications]

249 [Amendments]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

250 [Amendments]

251 [Amendments]

DIVISION 11

Legislation Related to Financial Institutions (Modernizing Limits on Borrowing, Loans and Investments)

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

252 [Amendments]

253 [Amendments]

254 [Amendments]

255 [Amendments]

256 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

257 [Amendments]

258 [Amendments]

259 [Amendments]

260 [Amendments]

261 [Amendments]

262 [Amendments]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

263 [Amendments]

264 [Amendments]

265 [Amendments]

249 [Modifications]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

250 [Modifications]

251 [Modifications]

SECTION 11

Lois relatives aux institutions financières (modernisation des limites relatives aux emprunts, aux prêts et aux placements)

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

252 [Modifications]

253 [Modifications]

254 [Modifications]

255 [Modifications]

256 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

257 [Modifications]

258 [Modifications]

259 [Modifications]

260 [Modifications]

261 [Modifications]

262 [Modifications]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

263 [Modifications]

264 [Modifications]

265 [Modifications]

266 [Amendments]

267 [Amendments]

268 [Amendments]

269 [Amendments]

270 [Amendments]

271 [Amendments]

272 [Amendments]

273 [Amendments]

274 [Amendments]

275 [Amendments]

276 [Amendments]

277 [Amendments]

278 [Amendments]

279 [Amendments]

280 [Amendments]

281 [Amendments]

282 [Amendments]

283 [Amendments]

284 [Amendments]

285 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***286 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 11 not in force.]

266 [Modifications]

267 [Modifications]

268 [Modifications]

269 [Modifications]

270 [Modifications]

271 [Modifications]

272 [Modifications]

273 [Modifications]

274 [Modifications]

275 [Modifications]

276 [Modifications]

277 [Modifications]

278 [Modifications]

279 [Modifications]

280 [Modifications]

281 [Modifications]

282 [Modifications]

283 [Modifications]

284 [Modifications]

285 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***286 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Section 11 non en vigueur.]

DIVISION 12

Legislation Related to Financial Institutions (Electronic Delivery of Governance Documents)

1991, c. 46.

Bank Act

287 [Amendments]

288 [Amendments]

289 [Amendments]

290 [Amendments]

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

291 [Amendments]

292 [Amendments]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

293 [Amendments]

294 [Amendments]

DIVISION 13

Legislation Related to Financial Institutions (Equity Threshold Related to Public Holding Requirement)

295 [Amendments]

SECTION 12

Lois relatives aux institutions financières (fourniture électronique de documents de gouvernance)

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

287 [Modifications]

288 [Modifications]

289 [Modifications]

290 [Modifications]

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

291 [Modifications]

292 [Modifications]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

293 [Modifications]

294 [Modifications]

SECTION 13

Lois relatives aux institutions financières (seuil de capitaux propres lié à l'obligation en matière de détention publique)

295 [Modifications]

DIVISION 14

Legislation Related to Financial Institutions (Powers of the Superintendent of Financial Institutions)

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

296 [Amendments]

297 [Amendments]

298 [Amendments]

299 [Amendments]

300 [Amendments]

301 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

302 [Amendments]

303 [Amendments]

304 [Amendments]

305 [Amendments]

306 [Amendments]

307 [Amendments]

308 [Amendments]

309 [Amendments]

310 [Amendments]

311 [Amendments]

312 [Amendments]

313 [Amendments]

314 [Amendments]

315 [Amendments]

316 [Amendments]

SECTION 14

Lois relatives aux institutions financières (pouvoirs du surintendant des institutions financières)

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

296 [Modifications]

297 [Modifications]

298 [Modifications]

299 [Modifications]

300 [Modifications]

301 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

302 [Modifications]

303 [Modifications]

304 [Modifications]

305 [Modifications]

306 [Modifications]

307 [Modifications]

308 [Modifications]

309 [Modifications]

310 [Modifications]

311 [Modifications]

312 [Modifications]

313 [Modifications]

314 [Modifications]

315 [Modifications]

316 [Modifications]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

317 [Amendments]

318 [Amendments]

319 [Amendments]

320 [Amendments]

321 [Amendments]

322 [Amendments]

323 [Amendments]

324 [Amendments]

325 [Amendments]

326 [Amendments]

327 [Amendments]

R.S., c. 18 (3rd Supp.), Part I.

Office of the Superintendent of Financial Institutions Act

328 [Amendments]

329 [Amendments]

330 [Amendments]

DIVISION 15

1991, c. 46.

Bank Act (Funds Deposited by Cheque)

Amendment to the Act

331 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***332 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 15 not in force.]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

317 [Modifications]

318 [Modifications]

319 [Modifications]

320 [Modifications]

321 [Modifications]

322 [Modifications]

323 [Modifications]

324 [Modifications]

325 [Modifications]

326 [Modifications]

327 [Modifications]

L.R., ch. 18 (3^e suppl.), partie I.

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

328 [Modifications]

329 [Modifications]

330 [Modifications]

SECTION 15

1991, ch. 46.

Loi sur les banques (fonds déposés par chèque)

Modification de la loi

331 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***332 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 15 non en vigueur.]

DIVISION 16

1991, c. 46.

Bank Act (Consumer-targeted Fraud)

Amendments to the Act

333 [Amendments]

334 [Amendments]

335 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***336 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 16 not in force.]

DIVISION 17

Supporting Federal Credit Union Growth

R.S., c. C-3.

Canada Deposit Insurance Corporation Act

337 [Amendments]

338 [Amendments]

339 [Amendments]

340 [Amendments]

341 [Amendments]

342 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

343 [Amendments]

344 [Amendments]

345 [Amendments]

346 [Amendments]

SECTION 16

1991, ch. 46.

Loi sur les banques (fraude ciblant les consommateurs)

Modification de la loi

333 [Modifications]

334 [Modifications]

335 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***336 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 16 non en vigueur.]

SECTION 17

Soutien de la croissance des coopératives de crédit fédérales

L.R., ch. C-3.

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

337 [Modifications]

338 [Modifications]

339 [Modifications]

340 [Modifications]

341 [Modifications]

342 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

343 [Modifications]

344 [Modifications]

345 [Modifications]

346 [Modifications]

347 [Amendments]

348 [Amendments]

349 [Amendments]

350 [Amendments]

2001, c. 9.

Financial Consumer Agency of Canada Act

351 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***352** The provisions of this Division, other than section 337, subsection 339(1) and sections 340, 343, 344, 348, 349 and 351, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 17, other than section 337, subsection 339(1) and sections 340, 343, 344, 348, 349 and 351, not in force.]

DIVISION 18

1992, c. 17.

Special Economic Measures Act

Amendments to the Act

353 [Amendments]

354 [Amendments]

355 [Amendments]

356 [Amendments]

357 [Amendments]

Transitional Provision

Profits realized before coming into force

358 A regulation or order may be made under Part 2 of the *Special Economic Measures Act* with respect to any profits referred to in that Part that are realized before the day on which this section comes into force only if the profits

347 [Modifications]

348 [Modifications]

349 [Modifications]

350 [Modifications]

2001, ch. 9.

Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

351 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***352** Les dispositions de la présente section, à l'exception de l'article 337, du paragraphe 339(1) et des articles 340, 343, 344, 348, 349 et 351, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Section 17, à l'exception de l'article 337, du paragraphe 339(1) et des articles 340, 343, 344, 348, 349 et 351, non en vigueur.]

SECTION 18

1992, ch. 17.

Loi sur les mesures économiques spéciales

Modification de la loi

353 [Modifications]

354 [Modifications]

355 [Modifications]

356 [Modifications]

357 [Modifications]

Disposition transitoire

Bénéfices tirés avant l'entrée en vigueur

358 Un règlement ou un arrêté peut être pris en vertu de la partie 2 de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* à l'égard de tout bénéficiaire visé à cette partie qui a été tiré avant la date d'entrée en vigueur du présent article seulement si ce

are realized from property that is owned — or held or controlled, directly or indirectly — by *Russia*, as defined in section 1 of the *Special Economic Measures (Russia) Regulations*, or by a person who is identified in those Regulations.

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Related and Consequential
Amendments to the Proceeds of
Crime (Money Laundering) and
Terrorist Financing Act

359 [Amendments]

360 [Amendments]

361 [Amendments]

362 [Amendments]

DIVISION 19

Basic Pension and Accommodation
and Meals Charge

R.S., c. P-6.

Pension Act

363 [Amendments]

364 [Amendments]

365 [Amendments]

366 [Amendments]

367 [Amendments]

368 [Amendments]

369 [Amendments]

370 [Amendments]

R.S., c. R-11.

Royal Canadian Mounted Police
Superannuation Act

371 [Amendments]

bénéfice a été tiré d'un bien qui appartient à la *Russie*, au sens de l'article 1 du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie*, ou à toute personne visée par ce règlement ou de tout bien qui est détenu ou contrôlé, même indirectement, par la *Russie* ou une telle personne.

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Modifications connexes et
corrélatives à la Loi sur le
recyclage des produits de la
criminalité et le financement des
activités terroristes

359 [Modifications]

360 [Modifications]

361 [Modifications]

362 [Modifications]

SECTION 19

Pension de base et frais
d'hébergement et de repas

L.R., ch. P-6.

Loi sur les pensions

363 [Modifications]

364 [Modifications]

365 [Modifications]

366 [Modifications]

367 [Modifications]

368 [Modifications]

369 [Modifications]

370 [Modifications]

L.R., ch. R-11.

Loi sur la pension de retraite de la
Gendarmerie royale du Canada

371 [Modifications]

R.S., c. V-1; 2000, c. 34, s. 95(F).

Department of Veterans Affairs Act

372 [Amendments]

SOR/90-594.

Veterans Health Care Regulations

373 For the period beginning on April 1, 1993 and ending on July 15, 1998, the term “province” in paragraph 20(5)(a), subparagraph 20(6)(b)(i) and paragraphs 23(5)(a) and (6)(a) of the *Veterans Health Care Regulations* is deemed to have referred only to Ontario, Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, Manitoba, British Columbia, Prince Edward Island, Saskatchewan, Alberta or Newfoundland and Labrador.

374 [Amendments]

Coming into Force

January 2, 2026 or royal assent

375 (1) Sections 363 to 370 come into force on the later of January 2, 2026 and the day on which this Act receives royal assent.

July 15, 1998

(2) Section 374 is deemed to have come into force on July 15, 1998.

DIVISION 20

Earnings Loss Benefit

SOR/2006-50; SOR/2017-161, s. 1.

Veterans Well-being Regulations

376 [Amendments]

377 [Amendments]

Regulations

Regulations — earnings loss benefit

378 (1) The Governor in Council may make regulations respecting the earnings loss benefit under

L.R., ch. V-1; 2000, ch. 34, art. 95(F).

Loi sur le ministère des Anciens Combattants

372 [Modifications]

DORS/90-594.

Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants

373 À l'égard de la période commençant le 1^{er} avril 1993 et se terminant le 15 juillet 1998, le terme « province », pour l'application de l'alinéa 20(5)a), du sous-alinéa 20(6)b)(i) et des alinéas 23(5)a) et (6)a) du *Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants*, est considéré comme n'ayant visé que l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan, l'Alberta ou Terre-Neuve-et-Labrador.

374 [Modifications]

Entrée en vigueur

2 janvier 2026 ou sanction

375 (1) Les articles 363 à 370 entrent en vigueur le 2 janvier 2026 ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

15 juillet 1998

(2) L'article 374 est réputé être entré en vigueur le 15 juillet 1998.

SECTION 20

Allocation pour perte de revenus

DORS/2006-50; DORS/2017-161, art. 1.

Règlement sur le bien-être des vétérans

376 [Modifications]

377 [Modifications]

Règlements

Règlements — allocation pour perte de revenus

378 (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant l'allocation pour

the *Veterans Well-being Act*, as it read from time to time before April 1, 2019.

Retroactive effect

(2) Regulations made under subsection (1) may, if they so provide, have retroactive effect.

Coming into Force

April 1, 2006

379 (1) Subsections 376(1) and 377(1) and (3) are deemed to have come into force on April 1, 2006.

October 3, 2011

(2) Subsection 376(2) is deemed to have come into force on October 3, 2011.

April 1, 2015

(3) Subsection 376(3) is deemed to have come into force on April 1, 2015.

April 1, 2019

(4) Subsections 376(4) and 377(2) and (4) are deemed to have come into force on April 1, 2019.

DIVISION 21

R.S., c. R-11.

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

Amendments to the Act

380 [Amendments]

381 [Amendments]

Related Provisions

Definitions

382 The following definitions apply in sections 383 and 384.

Act means the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*. (*Loi*)

perte de revenus prévue par la *Loi sur le bien-être des vétérans*, dans ses versions antérieures au 1^{er} avril 2019.

Effet rétroactif

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent, s'ils comportent une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif.

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2006

379 (1) Les paragraphes 376(1) et 377(1) et (3) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} avril 2006.

3 octobre 2011

(2) Le paragraphe 376(2) est réputé être entré en vigueur le 3 octobre 2011.

1^{er} avril 2015

(3) Le paragraphe 376(3) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} avril 2015.

1^{er} avril 2019

(4) Les paragraphes 376(4) et 377(2) et (4) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} avril 2019.

SECTION 21

L.R., ch. R-11.

Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Modification de la loi

380 [Modifications]

381 [Modifications]

Dispositions connexes

Définitions

382 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 383 et 384.

date d'entrée en vigueur La date de sanction de la présente loi. (*coming-into-force day*)

Loi La *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*. (*Act*)

coming-into-force day means the day on which this Act receives royal assent. (*date d'entrée en vigueur*)

Retroactive authorization — claims

383 The Minister of Veterans Affairs is retroactively authorized to deal with and determine all claims for an award that were made under Part II of the Act before the coming-into-force day.

Retroactive authorization — disclosure

384 Any disclosure of information that occurred before the coming-into-force day and that would be authorized under section 32.3 of the Act if it occurred on or after that day is retroactively authorized.

For greater certainty

385 For greater certainty, on the first day on which both this Division and section 112 of the *Public Complaints and Review Commission Act* are in force, that section 112 operates so as to replace every reference to “Force” with a reference to “RCMP” in the English version of the provisions enacted by this Division.

DIVISION 22

Canada Development Investment Corporation Act

Enactment of Act

386 [Amendments]

R.S., c. A-1.

Consequential Amendment to the Access to Information Act

387 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***388** This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 22 not in force.]

Autorisation rétroactive — réclamations

383 Le ministre des Anciens Combattants est rétroactivement autorisé à disposer de toute réclamation de compensation faite sous le régime de la partie II de la Loi avant la date d'entrée en vigueur.

Autorisation rétroactive — communication

384 Toute communication de renseignements qui précède la date d'entrée en vigueur et qui aurait été autorisée au titre de l'article 32.3 de la Loi si elle avait eu lieu à cette date ou après celle-ci est rétroactivement autorisée.

Précision

385 Il est entendu que dès le premier jour où la présente section et l'article 112 de la *Loi sur la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public* sont tous deux en vigueur, cet article 112 a pour effet de remplacer « Force » par « RCMP » dans la version anglaise des dispositions édictées par la présente section.

SECTION 22

Loi sur la Corporation de développement des investissements du Canada

Édition de la loi

386 [Modifications]

L.R., ch. A-1.

Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information

387 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***388** La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 22 non en vigueur.]

DIVISION 23

2000, c. 5.

Personal Information Protection and Electronic Documents Act

Amendments to Act

389 [Amendments]

390 [Amendments]

391 [Amendments]

392 [Amendments]

393 [Amendments]

394 [Amendments]

395 [Amendments]

396 [Amendments]

397 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***398 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 23 not in force.]

DIVISION 24

1991, c. 11.

Broadcasting Act

399 [Amendments]

DIVISION 25

2009, c. 24.

Human Pathogens and Toxins Act

Amendments to the Act

400 [Amendments]

SECTION 23

2000, ch. 5.

Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques

Modification de la loi

389 [Modifications]

390 [Modifications]

391 [Modifications]

392 [Modifications]

393 [Modifications]

394 [Modifications]

395 [Modifications]

396 [Modifications]

397 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***398 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 23 non en vigueur.]

SECTION 24

1991, ch. 11.

Loi sur la radiodiffusion

399 [Modifications]

SECTION 25

2009, ch. 24.

Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines

Modification de la loi

400 [Modifications]

401 [Amendments]

402 [Amendments]

403 [Amendments]

404 [Amendments]

405 [Amendments]

406 [Amendments]

407 [Amendments]

408 [Amendments]

409 [Amendments]

410 [Amendments]

411 [Amendments]

412 [Amendments]

413 [Amendments]

414 [Amendments]

415 [Amendments]

416 [Amendments]

417 [Amendments]

418 [Amendments]

419 [Amendments]

420 [Amendments]

421 [Amendments]

422 [Amendments]

423 [Amendments]

424 [Amendments]

425 [Amendments]

426 [Amendments]

427 [Amendments]

428 [Amendments]

429 [Amendments]

430 [Amendments]

401 [Modifications]

402 [Modifications]

403 [Modifications]

404 [Modifications]

405 [Modifications]

406 [Modifications]

407 [Modifications]

408 [Modifications]

409 [Modifications]

410 [Modifications]

411 [Modifications]

412 [Modifications]

413 [Modifications]

414 [Modifications]

415 [Modifications]

416 [Modifications]

417 [Modifications]

418 [Modifications]

419 [Modifications]

420 [Modifications]

421 [Modifications]

422 [Modifications]

423 [Modifications]

424 [Modifications]

425 [Modifications]

426 [Modifications]

427 [Modifications]

428 [Modifications]

429 [Modifications]

430 [Modifications]

431 [Amendments]

432 [Amendments]

433 [Amendments]

434 [Amendments]

435 [Amendments]

436 [Amendments]

437 [Amendments]

438 [Amendments]

439 [Amendments]

440 [Amendments]

441 [Amendments]

442 [Amendments]

443 [Amendments]

444 [Amendments]

445 [Amendments]

SOR/2015-44.

Consequential Amendments to the Human Pathogens and Toxins Regulations

446 [Amendments]

447 [Amendments]

448 [Amendments]

449 [Amendments]

450 [Amendments]

451 [Amendments]

452 [Amendments]

Transitional Provisions

Words and expressions

453 (1) The words and expressions used in this section and sections 454 and 455 have the same meaning as in the *Human Pathogens and Toxins Act*.

431 [Modifications]

432 [Modifications]

433 [Modifications]

434 [Modifications]

435 [Modifications]

436 [Modifications]

437 [Modifications]

438 [Modifications]

439 [Modifications]

440 [Modifications]

441 [Modifications]

442 [Modifications]

443 [Modifications]

444 [Modifications]

445 [Modifications]

DORS/2015-44.

Modifications corrélatives au Règlement sur les agents pathogènes humains et les toxines

446 [Modifications]

447 [Modifications]

448 [Modifications]

449 [Modifications]

450 [Modifications]

451 [Modifications]

452 [Modifications]

Dispositions transitoires

Termes et expressions

453 (1) Les termes utilisés au présent article et aux articles 454 et 455 s'entendent au sens de la *Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines*.

Duties

(2) On the day on which section 406 comes into force, any person who, under paragraph 7(2)(c) or (d) of the *Human Pathogens or Toxins Act*, conducts controlled activities that are not authorized by their licence, must, within 90 days after that day, either apply to the Minister to vary their licence to authorize those activities or stop conducting those activities.

No contravention

(3) A person referred to in subsection (2) does not contravene subsection 7(1) of the *Human Pathogens or Toxins Act* if they comply with subsection (2).

Licence holder representative

454 After the day on which section 423 comes into force, a licence holder that is an organization must, without delay, provide the Minister with the name of its representative.

Validity period — extension

455 The validity period of a licence may be extended for a period of up to 60 days beginning on the day on which this Act receives royal assent if

(a) the validity period of the licence ends within 30 days after the day on which this Act receives royal assent; and

(b) on the day on which this Act receives royal assent, the licence holder, its representative, if any, or the biological safety officer designated for the licence do not meet the requirements referred to in subsection 18(1.1) of the *Human Pathogen and Toxins Act*.

Coming into Force

Order in council

456 **(1)** Subsection 402(3), section 413, subsections 415(3), (8) and (9), sections 421 and 422, subsections 442(4), (6) to (9) and (14) and subsection 450(2) come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 402(3), section 413, subsections 415(3), (8) and (9), sections 421 and 422, subsections 442(4), (6) to (9) and (14) and subsection 450(2) not in force.]

Obligations

(2) À la date d'entrée en vigueur de l'article 406, toute personne qui aux termes des alinéas 7(2)c) ou d) de la *Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines* exerce des activités réglementées non autorisées par son permis est tenue, dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette date, de demander au ministre de modifier son permis afin d'être autorisée à exercer ces activités ou de cesser de les exercer.

Aucune contravention

(3) La personne ne contrevient toutefois pas au paragraphe 7(1) de la *Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines* si elle se conforme au paragraphe (2).

Représentant du titulaire de permis

454 Après l'entrée en vigueur de l'article 423, le titulaire de permis qui est une organisation communautaire sans délai au ministre le nom de son représentant.

Période de validité — prolongation

455 La période de validité d'un permis peut être prolongée pendant la période maximale de soixante jours qui commence à la date de la sanction de la présente loi si, à la fois :

a) la période de validité de ce permis expire dans les trente jours suivant cette date;

b) à cette date, le titulaire de permis, son représentant, le cas échéant, ou l'agent de la sécurité biologique désigné pour ce permis ne satisfait pas aux conditions prévues au paragraphe 18(1.1) de la *Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines*.

Entrée en vigueur

Décret

456 **(1)** Le paragraphe 402(3), l'article 413, les paragraphes 415(3), (8) et (9), les articles 421 et 422, les paragraphes 442(4), (6) à (9) et (14) et le paragraphe 450(2) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Paragraphe 402(3), article 413, paragraphes 415(3), (8), (9), articles 421 et 422, paragraphes 442(4), (6) à (9) et (14) et paragraphe 450(2) non en vigueur.]

Order in council

***(2) Subsection 409(4), sections 414 and 431 and subsection 441(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsection 409(4), sections 414 and 431 and subsection 441(2) not in force.]

Order in council

***(3) Section 433 and subsections 436(3) and 442(12) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 433 and subsections 436(3) and 442(12) not in force.]

DIVISION 26

1997, c. 36.

Customs Tariff

Amendments to the Act

457 [Amendments]

458 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***459 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 26 not in force.]

DIVISION 27

R.S., c. E-19.

Export and Import Permits Act

Amendments to the Act

460 [Amendments]

461 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***462 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 27 not in force.]

Décret

***(2) Le paragraphe 409(4), les articles 414 et 431 et le paragraphe 441(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Paragraphe 409(4), articles 414 et 431 et paragraphe 441(2) non en vigueur.]

Décret

***(3) L'article 433 et les paragraphes 436(3) et 442(12) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 433 et paragraphes 436(3) et 442(12) non en vigueur.]

SECTION 26

1997, ch. 36.

Tarif des douanes

Modification de la loi

457 [Modifications]

458 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***459 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 26 non en vigueur.]

SECTION 27

L.R., ch. E-19.

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Modification de la loi

460 [Modifications]

461 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***462 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 27 non en vigueur.]

DIVISION 28

R.S., c. A-2.

Aeronautics Act

Amendments to the Act

- 463 [Amendments]**
- 464 [Amendments]**
- 465 [Amendments]**
- 466 [Amendments]**
- 467 [Amendments]**
- 468 [Amendments]**
- 469 [Amendments]**
- 470 [Amendments]**
- 471 [Amendments]**
- 472 [Amendments]**
- 473 [Amendments]**
- 474 [Amendments]**
- 475 [Amendments]**
- 476 [Amendments]**
- 477 [Amendments]**
- 478 [Amendments]**
- 479 [Amendments]**
- 480 [Amendments]**
- 481 [Amendments]**
- 482 [Amendments]**
- 483 [Amendments]**
- 484 [Amendments]**
- 485 [Amendments]**
- 486 [Amendments]**
- 487 [Amendments]**
- 488 [Amendments]**

SECTION 28

L.R., ch. A-2.

Loi sur l'aéronautique

Modification de la loi

- 463 [Modifications]**
- 464 [Modifications]**
- 465 [Modifications]**
- 466 [Modifications]**
- 467 [Modifications]**
- 468 [Modifications]**
- 469 [Modifications]**
- 470 [Modifications]**
- 471 [Modifications]**
- 472 [Modifications]**
- 473 [Modifications]**
- 474 [Modifications]**
- 475 [Modifications]**
- 476 [Modifications]**
- 477 [Modifications]**
- 478 [Modifications]**
- 479 [Modifications]**
- 480 [Modifications]**
- 481 [Modifications]**
- 482 [Modifications]**
- 483 [Modifications]**
- 484 [Modifications]**
- 485 [Modifications]**
- 486 [Modifications]**
- 487 [Modifications]**
- 488 [Modifications]**

489 [Amendments]

490 [Amendments]

491 [Amendments]

492 [Amendments]

493 [Amendments]

494 [Amendments]

Transitional Provisions

Aviation security regulations

495 Regulations described in paragraph 4.71(2)(k.4) of the *Aeronautics Act* may be made under subsection 4.71(1) of that Act in relation to a system, process, procedure, program, plan or document that a person established, developed or otherwise has in accordance with a regulation that was made under that subsection before the day on which this section comes into force.

Aviation safety regulations

496 Regulations described in paragraph 4.901(e) of the *Aeronautics Act* may be made under section 4.9 of that Act in relation to a system, process, procedure, program, plan or document that a person established, developed or otherwise has in accordance with a regulation that was made under that section before the day on which this section comes into force.

R.S., c. A-1.

Consequential Amendment to the Access to Information Act

497 [Amendments]

2019, c. 29.

Related Amendment to the Budget Implementation Act, 2019, No. 1

498 [Amendments]

DIVISION 29

1996, c. 10.

Canada Transportation Act

499 [Amendments]

489 [Modifications]

490 [Modifications]

491 [Modifications]

492 [Modifications]

493 [Modifications]

494 [Modifications]

Dispositions transitoires

Règlements sur la sûreté aérienne

495 Les règlements visés à l'alinéa 4.71(2)k.4) de la *Loi sur l'aéronautique* peuvent être pris en vertu du paragraphe 4.71(1) de la même loi relativement au système, au procédé, à la procédure, au programme, au plan ou au document qu'une personne a établi ou élaboré ou dont elle dispose conformément à un règlement pris, avant la date d'entrée en vigueur du présent article, en vertu de ce paragraphe.

Règlements sur la sécurité aérienne

496 Les règlements visés à l'alinéa 4.901e) de la *Loi sur l'aéronautique* peuvent être pris en vertu de l'article 4.9 de la même loi relativement au système, au procédé, à la procédure, au programme, au plan ou au document qu'une personne a établi ou élaboré ou dont elle dispose conformément à un règlement pris en vertu de cet article avant la date d'entrée en vigueur du présent article.

L.R., ch. A-1.

Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information

497 [Modifications]

2019, ch. 29.

Modification connexe à la Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019

498 [Modifications]

SECTION 29

1996, ch. 10.

Loi sur les transports au Canada

499 [Modifications]

DIVISION 30

R.S., c. J-1.

Judges Act

500 [Amendments]

501 [Amendments]

DIVISION 31

2014, c. 20, s. 376.

Administrative Tribunals Support Service of Canada Act

502 [Amendments]

503 [Amendments]

504 [Amendments]

505 [Amendments]

506 [Amendments]

507 [Amendments]

DIVISION 32

Environmental Protection Tribunal of Canada

1999, c. 33.

Canadian Environmental Protection Act, 1999

508 [Amendments]

509 [Amendments]

510 [Amendments]

511 [Amendments]

512 [Amendments]

513 [Amendments]

514 [Amendments]

515 [Amendments]

516 [Amendments]

SECTION 30

L.R., ch. J-1.

Loi sur les juges

500 [Modifications]

501 [Modifications]

SECTION 31

2014, ch. 20, art. 376.

Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

502 [Modifications]

503 [Modifications]

504 [Modifications]

505 [Modifications]

506 [Modifications]

507 [Modifications]

SECTION 32

Tribunal de la protection de l'environnement du Canada

1999, ch. 33.

Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

508 [Modifications]

509 [Modifications]

510 [Modifications]

511 [Modifications]

512 [Modifications]

513 [Modifications]

514 [Modifications]

515 [Modifications]

516 [Modifications]

517 [Amendments]

518 [Amendments]

519 [Amendments]

520 [Amendments]

521 [Amendments]

2014, c. 20, s. 376.

Administrative Tribunals Support
Service of Canada Act

522 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. I-20.

International River Improvements Act

523 [Amendments]

524 [Amendments]

525 [Amendments]

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act

526 [Amendments]

R.S., c. W-9; 1994, c. 23, s. 2(F).

Canada Wildlife Act

527 [Amendments]

528 [Amendments]

529 [Amendments]

1994, c. 22.

Migratory Birds Convention Act, 1994

530 [Amendments]

531 [Amendments]

532 [Amendments]

2003, c. 20.

Antarctic Environmental Protection Act

533 [Amendments]

517 [Modifications]

518 [Modifications]

519 [Modifications]

520 [Modifications]

521 [Modifications]

2014, ch. 20, art. 376.

Loi sur le Service canadien d'appui
aux tribunaux administratifs

522 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. I-20.

Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours
d'eau internationaux

523 [Modifications]

524 [Modifications]

525 [Modifications]

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique

526 [Modifications]

L.R., ch. W-9; 1994, ch. 23, art. 2(F).

Loi sur les espèces sauvages du Canada

527 [Modifications]

528 [Modifications]

529 [Modifications]

1994, ch. 22.

Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux
migrateurs

530 [Modifications]

531 [Modifications]

532 [Modifications]

2003, ch. 20.

Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique

533 [Modifications]

534 [Amendments]

535 [Amendments]

2009, c. 14, s. 126.

Environmental Violations Administrative Monetary
Penalties Act

536 [Amendments]

537 [Amendments]

538 [Amendments]

539 [Amendments]

540 [Amendments]

541 [Amendments]

542 [Amendments]

543 [Amendments]

2018, c. 12, s. 186.

Greenhouse Gas Pollution Pricing Act

544 [Amendments]

545 [Amendments]

546 [Amendments]

547 [Amendments]

Terminology Changes

548 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

549 The following definitions apply in this section and sections 550 to 552.

Chief Administrator has the same meaning as in section 2 of the *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act*. (*administrateur en chef*)

Chief Review Officer means the review officer appointed as Chief Review Officer under subsection 244(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, as it read immediately before the

534 [Modifications]

535 [Modifications]

2009, ch. 14, art. 126.

Loi sur les pénalités administratives en matière
d'environnement

536 [Modifications]

537 [Modifications]

538 [Modifications]

539 [Modifications]

540 [Modifications]

541 [Modifications]

542 [Modifications]

543 [Modifications]

2018, ch. 12, art. 186.

Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à
effet de serre

544 [Modifications]

545 [Modifications]

546 [Modifications]

547 [Modifications]

Modifications terminologiques

548 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

549 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 550 à 552.

administrateur en chef S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*. (*Chief Administrator*)

réviseur Personne nommée à titre de réviseur en application de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente section. (*review officer*)

day on which this Division comes into force. (*réviseur-chef*)

review officer means a person appointed as a review officer under the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, as it read immediately before the day on which this Division comes into force. (*réviseur*)

Tribunal means the Environmental Protection Tribunal of Canada established by subsection 243(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* as it reads on the day on which this Division comes into force. (*Tribunal*)

Contracts

550 (1) A contract entered into before the day on which this Division comes into force by the Chief Review Officer or a review officer respecting the provision of services or material, in relation to the exercise of their powers and the performance of their duties and functions under the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, is deemed to have been entered into by the Chief Administrator.

References

(2) Unless the context otherwise requires, in a contract referred to in subsection (1), every reference to the Chief Review Officer or to a review officer is to be read as a reference to the Chief Administrator.

Chief Review Officer

551 (1) The person who holds the office of Chief Review Officer immediately before the day on which this Division comes into force continues in office as the Chairperson of the Tribunal for the remainder of the term for which they were appointed.

Review officers

(2) A person who holds the office of review officer immediately before the day on which this Division comes into force continues in office as a member of the Tribunal for the remainder of the term for which they were appointed.

Pending requests for review or other matters

552 (1) Any request for review or other matter pending before the Chief Review Officer, a review officer or a panel of review officers immediately before the day on which this Division comes into force is to be continued before the Tribunal.

réviseur-chef Réviseur nommé à titre de réviseur-chef en vertu du paragraphe 244(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente section. (*Chief Review Officer*)

Tribunal Le Tribunal de la protection de l'environnement du Canada, constitué par le paragraphe 243(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* dans sa version à la date d'entrée en vigueur de la présente section. (*Tribunal*)

Contrats

550 (1) Le contrat relatif à la fourniture de services ou de matériel en ce qui concerne l'exercice des attributions du réviseur-chef ou des réviseurs prévues par la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, conclu par ces derniers avant la date d'entrée en vigueur de la présente section, est réputé avoir été conclu par l'administrateur en chef.

Renvois

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les contrats visés au paragraphe (1), la mention du réviseur-chef ou du réviseur vaut mention de l'administrateur en chef.

Réviseur-chef

551 (1) La personne qui occupe, à la date d'entrée en vigueur de la présente section, la charge de réviseur-chef continue d'exercer ses fonctions à titre de président du Tribunal jusqu'à l'expiration de son mandat.

Réviseurs

(2) La personne qui occupe, à la date d'entrée en vigueur de la présente section, la charge de réviseur continue d'exercer ses fonctions à titre de membre du Tribunal jusqu'à l'expiration de son mandat.

Demandes ou affaires en instance

552 (1) Toute demande de révision ou toute autre affaire qui est en instance devant le réviseur-chef, un réviseur ou un comité de réviseurs à la date d'entrée en vigueur de la présente section est poursuivie devant le Tribunal.

Orders or decisions

(2) An order or decision made by the Chief Review Officer, a review officer or a panel of review officers is deemed to have been made by the Tribunal and is enforceable as such.

DIVISION 33

Freshwater Fish Marketing Corporation

Divestiture and Dissolution

Definitions

553 The following definitions apply in this Division.

Corporation means the Freshwater Fish Marketing Corporation established by subsection 3(1) of the *Freshwater Fish Marketing Act*. (*Office*)

Minister means the member of the King's Privy Council for Canada designated as Minister for the purposes of the *Freshwater Fish Marketing Act*. (*ministre*)

Purpose

554 The purpose of this Division is to authorize the taking of various measures for the divestiture and dissolution of all or any part of the Corporation.

Powers of Minister

555 (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council and on any terms that the Governor in Council considers appropriate, take any of the following measures:

- (a) sell or otherwise dispose of some or all of the property of the Corporation;
- (b) procure an addition to, or other material change in, the objects or purposes for which the Corporation is incorporated or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on;
- (c) procure the amalgamation of the Corporation;
- (d) procure the dissolution of the Corporation;

Décision ou ordre

(2) Toute décision prise et tout ordre donné par le réviseur-chef, un réviseur ou un comité de réviseurs sont réputés l'avoir été par le Tribunal, notamment pour ce qui est de leur exécution.

SECTION 33

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Dessaisissement et dissolution

Définitions

553 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

ministre Le membre du Conseil privé du Roi pour le Canada chargé de l'application de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*. (*Minister*)

Office L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce constitué par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*. (*Corporation*)

Objet

554 La présente section a pour objet d'autoriser la prise de mesures diverses visant le dessaisissement et la dissolution de tout ou partie de l'Office.

Pouvoirs du ministre

555 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci estime indiquées, prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) disposer, notamment par vente, de tout ou partie des biens de l'Office;
- b) faire apporter une adjonction ou toute autre modification importante aux buts pour lesquels l'Office a été constitué ou aux restrictions à l'égard des activités commerciales et autres qu'il peut exercer;
- c) faire fusionner l'Office;
- d) faire dissoudre l'Office;

(e) procure the incorporation of a corporation whose securities, on incorporation, would be held by, on behalf of or in trust for His Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of those securities;

(f) procure the formation of any other entity whose securities, on formation, would be held by, on behalf of or in trust for His Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of those securities; or

(g) acquire securities of a corporation or of any other entity that, on acquisition, would be held by, on behalf of or in trust for His Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of those securities.

Additional powers

(2) The Minister may do anything or cause anything to be done that is necessary for, or incidental to, a measure taken under subsection (1).

For greater certainty

(3) For greater certainty, if the Minister considers it appropriate to carry out the purposes of this Division, the Minister may appoint a liquidator, who is to hold office during pleasure, to administer the divestiture and dissolution of the Corporation.

Powers, duties and functions

(4) On appointment of a liquidator, the Chairperson of the Board of Directors of the Corporation, the President of the Corporation and the other directors of the Corporation cease to hold their respective offices and the liquidator may exercise all of the powers and perform all the duties and functions of the Corporation.

Part X of *Financial Administration Act*

(5) The Governor in Council may, by order, declare that any provision of Part X of the *Financial Administration Act* does not apply to a corporation referred to in paragraph (1)(e) or to another entity referred to in paragraph (1)(f) that is a corporation.

e) faire constituer une personne morale dont les titres seraient détenus, au moment de la constitution, par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres;

f) faire constituer toute autre entité dont les titres seraient détenus, au moment de la constitution, par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres;

g) acquérir des titres d'une personne morale ou de toute autre entité qui, au moment de l'acquisition, seraient détenus par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres.

Pouvoirs additionnels

(2) Le ministre peut prendre ou faire prendre toute mesure liée à la réalisation de celles prises au titre du paragraphe (1).

Précision : nomination d'un liquidateur

(3) Il est entendu que, s'il le considère indiqué pour l'application de la présente section, le ministre peut nommer un liquidateur à titre amovible pour que celui-ci procède à l'administration du dessaisissement et à la dissolution de l'Office.

Attributions

(4) Dès la nomination d'un liquidateur, le président du conseil d'administration de l'Office, le président de l'Office et les autres administrateurs de l'Office cessent d'exercer leur charge respective et le liquidateur peut alors exercer toutes les attributions de l'Office.

Partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

(5) Le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que telles dispositions de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas à une personne morale visée à l'alinéa (1)e) ou à une entité visée à l'alinéa (1)f) qui est une personne morale.

Powers

556 (1) The Corporation, any corporation referred to in paragraph 555(1)(e) or any other entity referred to in paragraph 555(1)(f) — or any entity that is wholly owned, or wholly held or controlled, directly or indirectly, by the Corporation, the corporation or the other entity — may, with the approval of the Governor in Council and on any terms that the Governor in Council considers appropriate, take any of the following measures:

- (a) sell or otherwise dispose of some or all of its property;
- (b) sell or otherwise dispose of some or all of its liabilities;
- (c) issue securities and sell or otherwise dispose of some or all of those securities;
- (d) reorganize its capital structure;
- (e) acquire the property of a corporation or any other entity;
- (f) procure an addition to, or other material change in, the objects or purposes for which it is incorporated or formed or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on;
- (g) procure the incorporation of a corporation whose securities, on incorporation, would be held by, on behalf of or in trust for it;
- (h) procure the formation of any other entity whose securities, on formation, would be held by, on behalf of or in trust for it;
- (i) acquire securities of a corporation or any other entity that, on acquisition, would be held by, on behalf of or in trust for it;
- (j) sell or otherwise dispose of some or all of the securities of a corporation or any other entity that are held by, on behalf of or in trust for it;
- (k) procure its amalgamation;
- (l) procure its dissolution; or
- (m) do anything that is necessary for, or incidental to, a measure taken under any of paragraphs (a) to (l).

Pouvoirs

556 (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci estime indiquées, l'Office, toute personne morale visée à l'alinéa 555(1)e), toute entité visée à l'alinéa 555(1)f) ou toute entité qui appartient à cent pour cent à l'un de ceux-ci, ou est détenue ou est contrôlée, même indirectement, à cent pour cent par l'un de ceux-ci, peut prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ses biens;
- b) disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ses obligations;
- c) émettre des titres et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ceux-ci;
- d) restructurer son capital;
- e) acquérir des biens d'une personne morale ou de toute autre entité;
- f) faire apporter une adjonction ou toute autre modification importante aux buts pour lesquels il a été constitué ou aux restrictions à l'égard des activités commerciales et autres qu'il peut exercer;
- g) faire constituer une personne morale dont des titres seraient détenus, au moment de la constitution, par lui, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour lui;
- h) faire constituer toute autre entité dont des titres seraient détenus, au moment de la constitution, par lui, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour lui;
- i) acquérir des titres d'une personne morale ou de toute autre entité qui, au moment de l'acquisition, seraient détenus par lui, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour lui;
- j) disposer, notamment par vente, de tout ou partie des titres d'une personne morale ou de toute autre entité qui sont détenus par lui, pour son compte ou en fiducie ou en fidéicommiss pour lui;
- k) faire faire sa fusion;
- l) faire faire sa dissolution;

m) prendre toute mesure liée à la réalisation de celles prises aux alinéas a) à l).

Order in council

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and on any terms that the Governor in Council considers appropriate, by order, direct the Corporation, any corporation referred to in paragraph 555(1)(e) or any other entity referred to in paragraph 555(1)(f) — or any entity that is wholly owned, or wholly held or controlled, directly or indirectly, by the Corporation, the corporation or the other entity — to take, or cause any wholly-owned or wholly held or controlled entity of the Corporation, the corporation or the other entity to take a measure referred to in subsection (1).

Compliance with order

(3) The directors of the Corporation or the corporation referred to in paragraph 555(1)(e) or any persons acting in a similar capacity with respect to the other entity referred to in paragraph 555(1)(f) must comply with an order made under subsection (2).

Best interests

(4) Compliance with an order made under subsection (2) is deemed to be in the best interests of the Corporation, the corporation or the other entity.

Notification of implementation

(5) As soon as feasible after the Corporation, corporation or entity implements an order and completes any actions that are required to be taken in connection with that implementation, it must notify the Minister that it has done so.

Non-application of *Statutory Instruments Act*

(6) The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under subsection (2).

Tabling in Parliament

557 (1) The Minister is to cause a copy of an order made under subsection 556(2) to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the order is made.

Décret

(2) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut ordonner par décret, aux conditions qu'il estime indiquées, à l'Office, à une personne morale visée à l'alinéa 555(1)e) ou à toute autre entité visée à l'alinéa 555(1)f) de prendre toute mesure visée au paragraphe (1) ou de faire prendre une telle mesure par l'une des entités qui appartient à cent pour cent à l'un de ceux-ci, ou est détenue ou est contrôlée, même indirectement, à cent pour cent par l'un de ceux-ci.

Conformité aux décrets

(3) Les administrateurs de l'Office ou de la personne morale visée à l'alinéa 555(1)e) et les personnes agissant en cette qualité relativement à toute autre entité visée à l'alinéa 555(1)f) sont tenus de se conformer aux décrets du gouverneur en conseil.

Intérêt

(4) En se conformant avec les décrets, ils sont réputés agir au mieux des intérêts de l'Office, de la personne morale ou de l'entité.

Avis

(5) Dès que possible après avoir exécuté tout décret et pris toute mesure connexe requise, l'Office, la personne morale ou l'entité, selon le cas, en avise le ministre.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

(6) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux décrets pris en vertu du paragraphe (2).

Dépôt devant le Parlement

557 (1) Le ministre fait déposer le texte de tout décret pris en vertu du paragraphe 556(2) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la date de leur prise.

Exception — detrimental information

(2) However, if the Minister is of the opinion that publishing information contained in the order would be detrimental to the commercial interests of Canada, of the Corporation or of any corporation or entity referred to in the order, the Minister is to cause a copy of the order to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the Minister is notified that the order has been implemented.

Consultation

(3) Before the Minister forms an opinion as to whether publishing information contained in the order would be detrimental, the Minister must consult the Board of Directors of the Corporation or of the corporation or the person or group of persons acting in a similar capacity with respect to the other entity.

Transfer — property, rights or interests

558 Subject to sections 559 and 560, on the day on which the Corporation is dissolved, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and on any terms that the Governor in Council considers appropriate, transfer, or direct to be transferred, the control, management and administration of any property, rights or interests held by the Corporation to any Minister, department or agency of the Government of Canada.

Distribution of property

559 (1) The property of the Corporation is to be applied in satisfaction of its debts and liabilities, and of the charges, costs and expenses incurred in respect of its divestiture and dissolution.

Expenses — divestiture and dissolution

(2) All charges, costs and expenses incurred in respect of the divestiture and dissolution of the Corporation are payable out of the property of the Corporation in priority to all other claims.

Surplus

560 (1) Any surplus that remains after the satisfaction of the debts and liabilities of the Corporation and the charges, costs and expenses incurred in respect of its divestiture and dissolution belongs to His Majesty in right of Canada.

Exception : renseignements nuisibles

(2) Si le ministre est d'avis que la publication de renseignements contenus dans un décret nuirait aux intérêts commerciaux du Canada, de l'Office, ou de toute personne morale ou entité qui y est visée, il en fait déposer le texte devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la date où il est avisé de son exécution.

Consultation

(3) Lorsqu'il détermine si la publication des renseignements contenus dans le décret est préjudiciable, le ministre consulte le conseil d'administration de l'Office ou de la personne morale ou, s'agissant de toute autre entité, la ou les personnes agissant en qualité d'administrateur.

Transfert : biens, droits ou intérêts

558 Sous réserve des articles 559 et 560, au moment de la dissolution de l'Office, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et aux conditions qu'il estime indiquées, transférer ou faire transférer à un ministre, à un ministère ou un organisme fédéral la responsabilité et la gestion des biens, des droits ou intérêts que détient l'Office.

Affectation des biens

559 (1) Les biens de l'Office sont employés à l'acquittement de ses dettes et obligations ainsi que des charges, dépenses et autres frais occasionnés par son dessaisissement et sa dissolution.

Frais de dessaisissement et de dissolution

(2) Les charges, dépenses et autres frais occasionnés par son dessaisissement et sa dissolution ont la priorité sur toutes autres créances.

Surplus

560 (1) Tout surplus qui reste après l'acquittement des dettes et obligations de l'Office ainsi que des charges, dépenses et autres frais occasionnés par son dessaisissement et sa dissolution appartient à Sa Majesté du chef du Canada.

Unsatisfied debts and liabilities

(2) Any debts and liabilities of the Corporation that remain unsatisfied on the day on which the Corporation is dissolved become the debts and liabilities of His Majesty in right of Canada.

Dissolution

561 The Corporation is dissolved.

Transitional Provisions

Reference to Corporation

562 On or after the day on which the Corporation is dissolved, every reference to the Corporation in any contract, instrument, act or other document executed or signed by the Corporation in its own name is to be read, unless the context otherwise requires, as a reference to His Majesty in right of Canada.

Commencement of legal proceedings

563 (1) Any action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the Corporation in respect of its divestiture or dissolution may be brought against His Majesty in right of Canada in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the Corporation.

Continuation of legal proceedings

(2) Any action, suit or other legal proceeding to which the Corporation is party that is pending in any court on the day on which the Corporation is dissolved may be continued by or against His Majesty in right of Canada in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Corporation.

No compensation

564 Despite the provisions of any contract, agreement or order in council, no person who is appointed to hold office as a member of the Board of Directors of the Corporation has any right to any compensation, damages, indemnity or other form of relief from His Majesty in right of Canada or from any employee or agent of His Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office, by the operation of this Division.

Dettes et engagements non acquittés

(2) Toute dette ou toute obligation qui n'est pas acquittée à sa dissolution devient, à cette date, une dette ou une obligation de Sa Majesté du chef du Canada.

Dissolution

561 L'Office est dissous.

Dispositions transitoires

Référence à l'Office

562 Sauf indication contraire du contexte, toute mention de l'Office dans les contrats, actes ou autres documents que celui-ci a signés en son propre nom vaut mention de Sa Majesté du chef du Canada à compter de la date de dissolution de l'Office.

Procédures judiciaires nouvelles

563 (1) Les procédures judiciaires relatives aux obligations contractées ou aux engagements pris par l'Office à l'égard de son dessaisissement ou de sa dissolution peuvent être intentées contre Sa Majesté du chef du Canada devant la juridiction qui aurait eu compétence pour connaître des procédures intentées contre l'Office.

Procédures judiciaires en cours

(2) Sa Majesté du chef du Canada prend la suite de l'Office, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie dans les procédures judiciaires en cours lors de la dissolution de l'Office.

Absence de droit à réclamation

564 Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées à titre de membre du conseil d'administration de l'Office n'ont aucun droit à une compensation, à des dommages-intérêts, à une indemnité ou à toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par application de la présente section.

Consequential Amendments

R.S., c. F-8.

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

565 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

566 [Amendments]

R.S., c. M-13.

Payments in Lieu of Taxes Act

567 [Amendments]

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act

568 [Amendments]

Repeal

Repeal

569 The *Freshwater Fish Marketing Act*, chapter F-13 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed.

Coming into Force

Order in council

***570 Sections 561 and 565 to 569 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 561 and 565 to 569 not in force.]

DIVISION 34

1974-75-76, c. 83.

Government Annuities Improvement Act

571 [Amendments]

Modifications corrélatives

L.R., ch. F-8.

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

565 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

566 [Modifications]

L.R., ch. M-13.

Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts

567 [Modifications]

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique

568 [Modifications]

Abrogation

Abrogation

569 La Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, chapitre F-13 des Lois révisées du Canada (1985), est abrogée.

Entrée en vigueur

Décret

***570 Les articles 561 et 565 à 569 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Articles 561 et 565 à 569 non en vigueur.]

SECTION 34

1974-75-76, ch. 83.

Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État

571 [Modifications]

DIVISION 35

1984, c. 18; 2018, c. 4, s. 4.

Naskapi and the Cree-Naskapi Commission Act

572 [Amendments]

DIVISION 36

1994, c. 28.

Canada Student Financial Assistance Act

Amendments to the Act

573 [Amendments]

574 [Amendments]

Transitional Provision

Delayed application

575 (1) Section 6.31 of the *Canada Student Financial Assistance Act* applies as of August 1, 2029 in relation to a qualifying student who

(a) is registered in a program of studies during the loan year beginning on August 1, 2025;

(b) in respect of that program of studies, receives financial assistance under that Act during that loan year or received financial assistance under that Act during a previous loan year; and

(c) continues that program of studies at the same designated educational institution.

Words and expressions

(2) Unless the context otherwise requires, words and expressions used in subsection (1) have the same meaning as in the *Canada Student Financial Assistance Act*.

SECTION 35

1984, ch. 18; 2018, ch. 4, art. 4.

Loi sur les Naskapis et la Commission crie-naskapie

572 [Modifications]

SECTION 36

1994, ch. 28.

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

Modification de la loi

573 [Modifications]

574 [Modifications]

Disposition transitoire

Délai d'application

575 (1) L'article 6.31 de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* s'applique à compter du 1^{er} août 2029 à l'égard des étudiants admissibles qui sont inscrits à un programme d'études durant l'année de prêt commençant le 1^{er} août 2025, qui, pour ce programme d'études, ont reçu de l'aide financière en vertu de cette loi durant cette année de prêt ou une année de prêt précédente, et qui poursuivent leurs études dans le même programme et dans le même établissement agréé.

Terminologie

(2) Sauf indication contraire du contexte, les termes utilisés au paragraphe (1) s'entendent au sens de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*.

DIVISION 37

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing (Various Measures)

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

576 [Amendments]

577 [Amendments]

578 [Amendments]

579 [Amendments]

580 [Amendments]

581 [Amendments]

582 [Amendments]

583 [Amendments]

SOR/2002-184.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Regulations

584 [Amendments]

585 [Amendments]

R.S., c. A-1.

Consequential Amendment to the Access to Information Act

586 [Amendments]

Coming into Force

October 1, 2025

587 Section 584 is deemed to have come into force on October 1, 2025 immediately after the coming into force of section 8 of the *Regulations Amending Certain Regulations Made Under the Proceeds of Crime (Money Laundering) and*

SECTION 37

Recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes (mesures diverses)

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

576 [Modifications]

577 [Modifications]

578 [Modifications]

579 [Modifications]

580 [Modifications]

581 [Modifications]

582 [Modifications]

583 [Modifications]

DORS/2002-184.

Règlement sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

584 [Modifications]

585 [Modifications]

L.R., ch. A-1.

Modification corrélative à la Loi sur l'accès à l'information

586 [Modifications]

Entrée en vigueur

1^{er} octobre 2025

587 L'article 584 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} octobre 2025 immédiatement après l'entrée en vigueur de l'article 8 du *Règlement modifiant certains règlements pris en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le*

Terrorist Financing Act, made on December 16, 2024 and registered as SOR/2024-267.

DIVISION 38

2017, c. 20, s. 103.

Borrowing Authority Act

588 [Amendments]

DIVISION 39

Measures Related to the Dissolution of Certain Corporations and Cooperatives (Listed Entities)

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F).

Canada Business Corporations Act

589 [Amendments]

1998, c. 1.

Canada Cooperatives Act

590 [Amendments]

2009, c. 23.

Canada Not-for-profit Corporations Act

591 [Amendments]

DIVISION 40

2025, c. 2, s. 4.

Building Canada Act

592 [Amendments]

DIVISION 41

2019, c. 28, s. 10.

Canadian Energy Regulator Act

593 [Amendments]

financement des activités terroristes pris le 16 décembre 2024 et portant le numéro d'enregistrement DORS/2024-267.

SECTION 38

2017, ch. 20, art. 103.

Loi autorisant certains emprunts

588 [Modifications]

SECTION 39

Mesures relatives à la dissolution de certaines sociétés, coopératives et organisations (entités inscrites)

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F).

Loi canadienne sur les sociétés par actions

589 [Modifications]

1998, ch. 1.

Loi canadienne sur les coopératives

590 [Modifications]

2009, ch. 23.

Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif

591 [Modifications]

SECTION 40

2025, ch. 2, art. 4.

Loi visant à bâtir le Canada

592 [Modifications]

SECTION 41

2019, ch. 28, art. 10.

Loi sur la Régie canadienne de l'énergie

593 [Modifications]

594 [Amendments]

DIVISION 42

1999, c. 33.

Canadian Environmental Protection Act, 1999

595 [Amendments]

596 [Amendments]

DIVISION 43

R.S., c. C-34; R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 19.

Competition Act

597 [Amendments]

598 [Amendments]

DIVISION 44

National School Food Program Act

599 [Amendments]

DIVISION 45

Stablecoin Act

Enactment of Act

600 [Amendments]

Consequential and Related Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

601 [Amendments]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

602 [Amendments]

594 [Modifications]

SECTION 42

1999, ch. 33.

Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

595 [Modifications]

596 [Modifications]

SECTION 43

L.R., ch. C-34; L.R., ch.19 (2^e suppl.), art.19 .

Loi sur la concurrence

597 [Modifications]

598 [Modifications]

SECTION 44

Loi sur le Programme national d'alimentation scolaire

599 [Modifications]

SECTION 45

Loi sur les cryptomonnaies stables

Édiction de la loi

600 [Modifications]

Modifications corrélative et connexes

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

601 [Modifications]

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

602 [Modifications]

603 [Amendments]

2021, c. 23, s. 177.

Retail Payment Activities Act

604 [Amendments]

605 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***606 Sections 601 to 605 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 601 to 605 not in force.]

603 [Modifications]

2021, ch. 23, art. 177.

Loi sur les activités associées aux paiements de détail

604 [Modifications]

605 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***606 Les articles 601 à 605 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Articles 601 à 605 non en vigueur.]

SCHEDULE 1

SCHEDULE 3

(Subsection 2(1), section 30, subsections 31(3), 33(1), 35(3) and 40(1) and section 44)

List of Names of First Nations and Governing Bodies, Description of Lands and Specified Products

Column 1	Column 2	Column 3	Column 4
First Nation	Governing Body	Lands	Specified Product

ANNEXE 1

ANNEXE 3

(paragraphe 2(1), article 30, paragraphes 31(3), 33(1), 35(3) et 40(1) et article 44)

Nom des premières nations et des corps dirigeants, description des terres et produits visés

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Première nation	Corps dirigeant	Terres	Produit visé

SCHEDULE 2

ANNEXE 2

SCHEDULE

(Section 2, subsections 13(1) to (3), 14(1) and (2) and 15(1) and paragraph 44(b))

ANNEXE

(article 2, paragraphes 13(1) à (3), 14(1) et (2) et 15(1) et alinéa 44b))

SCHEDULE 3

SCHEDULE V

(Sections 14.12 and 992)

TABLE 1

National Instrument 51-102

Item	Column 1 Province	Column 2 Instrument
1	Ontario	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made a rule of the Ontario Securities Commission and published on April 2, 2004, (2004) 27 OSCB 3439, as amended from time to time
2	Quebec	<i>Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations</i> , CQLR, c. V-1.1, r. 24, as amended from time to time
3	Nova Scotia	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made a rule of the Nova Scotia Securities Commission and published in the <i>Nova Scotia Royal Gazette</i> , Part I, on March 15, 2004, as amended from time to time
4	New Brunswick	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made a rule of the Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick, as amended from time to time
5	Manitoba	Manitoba Securities Commission Rule 2003-17, <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , as amended from time to time
6	British Columbia	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , B.C. Reg. 110/2004, as amended from time to time
7	Prince Edward Island	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , implemented by <i>Rule 51-802 Implementing National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made under the <i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3.1, as amended from time to time
8	Saskatchewan	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , set out in Part XXXVI of the Appendix to <i>The Securities Commission (Adoption of National Instruments) Regulations</i> , R.R.S. c. S-42.2, Reg. 3, as amended from time to time
9	Alberta	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made a rule of the Alberta Securities Commission and published in the <i>Alberta Gazette</i> , Part 1, on March 15, 2004, as amended from time to time
10	Newfoundland and Labrador	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , implemented by <i>Rule 51-801 Implementing National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , made under the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11	Yukon	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , implemented by <i>Rule Respecting the Implementation of CSA Instruments and Policies (Local Rule 11-802)</i> , made under the <i>Securities Act</i> , S.Y. 2007, c. 16, as amended from time to time
12	Northwest Territories	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , implemented by <i>Implementing Rule 51-802 Continuous Disclosure Obligations</i> , made under the <i>Securities Act</i> , S.N.W.T. 2008, c. 10, as amended from time to time
13	Nunavut	<i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , adopted by the <i>Adoption of National and Multilateral Instruments (Securities Act) Regulations</i> , R-018-2005, as amended from time to time

TABLE 2

National Instrument 54-101

Item	Column 1 Province	Column 2 Instrument
1	Ontario	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made a rule of the Ontario Securities Commission and published on June 14, 2002, (2002) 25 OSCB 3361, as amended from time to time
2	Quebec	<i>Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , CQLR, c. V-1.1, r. 29, as amended from time to time
3	Nova Scotia	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made a rule of the Nova Scotia Securities Commission and published in the <i>Nova Scotia Royal Gazette</i> , Part I, on July 3, 2002, as amended from time to time
4	New Brunswick	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made a rule of the Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick, as amended from time to time
5	Manitoba	Manitoba Securities Commission Rule 2002-1, <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , as amended from time to time
6	British Columbia	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , B.C. Reg. 154/2002, as amended from time to time
7	Prince Edward Island	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , implemented by <i>Rule 54-801 Implementing National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made under the <i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3.1, as amended from time to time
8	Saskatchewan	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , set out in Part XXIV of the Appendix to the <i>Securities Commission (Adoption of National Instruments) Regulations</i> , R.R.S. c. S-42.2, Reg. 3, as amended from time to time
9	Alberta	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made a rule of the Alberta Securities Commission and published in the <i>Alberta Gazette</i> , Part 1, on June 29, 2002, as amended from time to time
10	Newfoundland and Labrador	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made a rule by the Superintendent of Securities of Newfoundland and Labrador under the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11	Yukon	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , implemented by <i>Rule Respecting the Implementation of CSA Instruments and Policies (Local Rule 11-802)</i> , made under the <i>Securities Act</i> , S.Y. 2007, c. 16, as amended from time to time
12	Northwest Territories	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , implemented by <i>Implementing Rule 54-801 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , made under the <i>Securities Act</i> , S.N.W.T. 2008, c. 10, as amended from time to time
13	Nunavut	<i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , adopted by the <i>Adoption of National and Multilateral Instruments (Securities Act) Regulations</i> , R-018-2005, as amended from time to time

ANNEXE 3

ANNEXE V

(articles 14.2 et 992)

TABLEAU 1

Règlement 51-102

Article	Colonne 1 Province	Colonne 2 Instrument
1	Ontario	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , prise par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et publiée le 2 avril 2004, (2004) 27 OSCB 3439, avec ses modifications successives
2	Québec	<i>Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue</i> , RLRQ, ch. V-1.1, r. 24, avec ses modifications successives
3	Nouvelle-Écosse	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , prise par la Nova Scotia Securities Commission et publiée dans la partie I de la Nova Scotia <i>Royal Gazette</i> le 15 mars 2004, avec ses modifications successives
4	Nouveau-Brunswick	<i>Norme canadienne 51-102 sur les obligations d'information continue</i> , prise par la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick, avec ses modifications successives
5	Manitoba	Règle 2003-17 intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , prise par la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, avec ses modifications successives
6	Colombie-Britannique	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , B.C. Reg. 110/2004, avec ses modifications successives
7	Île-du-Prince-Édouard	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , mise en œuvre par la règle intitulée <i>Rule 51-802 Implementing National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , établie en vertu de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3.1, avec ses modifications successives
8	Saskatchewan	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , contenue dans la Partie XXXVI de l'annexe du règlement intitulé <i>The Securities Commission (Adoption of National Instruments) Regulations</i> , R.R.S. ch. S-42.2, Reg. 3, avec ses modifications successives
9	Alberta	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , prise par l'Alberta Securities Commission et publiée dans la partie 1 de l' <i>Alberta Gazette</i> du 15 mars 2004, avec ses modifications successives
10	Terre-Neuve-et-Labrador	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , mise en œuvre par la règle intitulée <i>Rule 51-801 Implementing National Instrument 51-102 Continuous Disclosure Obligations</i> , établie en vertu de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11	Yukon	<i>Norme canadienne 51-102 Obligations d'information continue</i> , mise en œuvre par la <i>Règle portant mise en œuvre des normes et des politiques des ACVM (Règle locale 11-802)</i> , établie en vertu de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.Y. 2007, ch. 16, avec ses modifications successives
12	Territoires du Nord-Ouest	<i>Norme canadienne 51-102 sur les obligations d'information continue</i> , mise en œuvre par la <i>Règle de mise en œuvre 51-802 Obligations d'information continue</i> , établie en vertu de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.T.N.-O. 2008, ch. 10, avec ses modifications successives
13	Nunavut	Règle intitulée <i>National Instrument 51-102, Continuous Disclosure Obligations</i> , adoptée par le <i>Règlement sur l'adoption de normes canadiennes et multilatérales (loi sur les valeurs mobilières)</i> , R-018-2005, avec ses modifications successives

TABLEAU 2

Règlement 54-101

Article	Colonne 1 Province	Colonne 2 Instrument
1	Ontario	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , prise par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et publiée le 14 juin 2002, (2002) 25 OSCB 3361, avec ses modifications successives
2	Québec	<i>Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti</i> , RLRQ, ch. V-1.1, r. 29, avec ses modifications successives
3	Nouvelle-Écosse	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , prise par la Nova Scotia Securities Commission et publiée dans la partie I de la <i>Nova Scotia Royal Gazette</i> le 3 juillet 2002, avec ses modifications successives
4	Nouveau-Brunswick	<i>Norme canadienne 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti</i> , prise par la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick, avec ses modifications successives
5	Manitoba	Règle 2002-1 intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , prise par la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, avec ses modifications successives
6	Colombie-Britannique	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , B.C. Reg. 154/2002, avec ses modifications successives
7	Île-du-Prince-Édouard	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , mise en œuvre par la règle intitulée <i>Rule 54-801 Implementing National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , établie en vertu de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3.1, avec ses modifications successives
8	Saskatchewan	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , contenue dans la Partie XXIV de l'annexe du règlement intitulé <i>The Securities Commission (Adoption of National Instruments) Regulations</i> , R.R.S. ch. S-42.2, Reg. 3, avec ses modifications successives
9	Alberta	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , prise par l'Alberta Securities Commission et publiée dans la partie 1 de l' <i>Alberta Gazette</i> le 29 juin 2002, avec ses modifications successives
10	Terre-Neuve-et-Labrador	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101 Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , prise par le Superintendent of Securities of Newfoundland and Labrador en vertu de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11	Yukon	<i>Norme canadienne 54-101 Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti</i> , mise en œuvre par la <i>Règle portant mise en œuvre des normes et des politiques des ACVM (Règle locale 11-802)</i> , établie en vertu de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.Y. 2007, ch. 16, avec ses modifications successives
12	Territoires du Nord-Ouest	<i>Norme canadienne 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti</i> , mise en œuvre par la <i>Règle de mise en œuvre 51-802 Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti</i> , prise en vertu de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.T.N.-O. 2008, ch. 10, avec ses modifications successives
13	Nunavut	Règle intitulée <i>National Instrument 54-101, Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer</i> , adoptée par le <i>Règlement sur l'adoption de normes canadiennes et multilatérales (loi sur les valeurs mobilières)</i> , R-018-2005, avec ses modifications successives

SCHEDULE 4

SCHEDULE IV

(Sections 74.1 and 91.2)

Basic Pension for the Covered Period

Column 1 Date	Column 2 Basic Pension (\$)
April 1, 1985	1,146.83
January 1, 1986	1,191.56
January 1, 1987	1,240.40
January 1, 1988	1,293.75
January 1, 1989	1,346.79
January 1, 1990	1,410.09
January 1, 1991	1,477.77
January 1, 1992	1,563.48
January 1, 1993	1,591.62
January 1, 1994	1,621.86
January 1, 1995	1,629.97
January 1, 1996	1,659.31
January 1, 1997	1,684.20
January 1, 1998	1,716.20
January 1, 1999	1,731.65
January 1, 2000	1,776.75
January 1, 2001	1,821.17
January 1, 2002	1,875.81
January 1, 2003	1,936.65
January 1, 2004	1,998.62
January 1, 2005	2,032.60
January 1, 2006	2,209.38
January 1, 2007	2,258.92
January 1, 2008	2,304.10
January 1, 2009	2,361.70
January 1, 2010	2,436.32
January 1, 2011	2,478.08
January 1, 2012	2,547.47
January 1, 2013	2,593.32
January 1, 2014	2,616.66
January 1, 2015	2,663.76
January 1, 2016	2,695.73
January 1, 2017	2,733.47
January 1, 2018	2,792.53
January 1, 2019	2,856.76
January 1, 2020	2,911.04
January 1, 2021	2,940.15
January 1, 2022	3,019.53
January 1, 2023	3,215.80
January 1, 2024	3,357.30
January 1, 2025	3,444.59

ANNEXE 4

ANNEXE IV

(articles 74.1 et 91.2)

Pension de base durant la période visée

Colonne 1 Date	Colonne 2 Pension de base (\$)
1 ^{er} avril 1985	1 146,83
1 ^{er} janvier 1986	1 191,56
1 ^{er} janvier 1987	1 240,40
1 ^{er} janvier 1988	1 293,75
1 ^{er} janvier 1989	1 346,79
1 ^{er} janvier 1990	1 410,09
1 ^{er} janvier 1991	1 477,77
1 ^{er} janvier 1992	1 563,48
1 ^{er} janvier 1993	1 591,62
1 ^{er} janvier 1994	1 621,86
1 ^{er} janvier 1995	1 629,97
1 ^{er} janvier 1996	1 659,31
1 ^{er} janvier 1997	1 684,20
1 ^{er} janvier 1998	1 716,20
1 ^{er} janvier 1999	1 731,65
1 ^{er} janvier 2000	1 776,75
1 ^{er} janvier 2001	1 821,17
1 ^{er} janvier 2002	1 875,81
1 ^{er} janvier 2003	1 936,65
1 ^{er} janvier 2004	1 998,62
1 ^{er} janvier 2005	2 032,60
1 ^{er} janvier 2006	2 209,38
1 ^{er} janvier 2007	2 258,92
1 ^{er} janvier 2008	2 304,10
1 ^{er} janvier 2009	2 361,70
1 ^{er} janvier 2010	2 436,32
1 ^{er} janvier 2011	2 478,08
1 ^{er} janvier 2012	2 547,47
1 ^{er} janvier 2013	2 593,32
1 ^{er} janvier 2014	2 616,66
1 ^{er} janvier 2015	2 663,76
1 ^{er} janvier 2016	2 695,73
1 ^{er} janvier 2017	2 733,47
1 ^{er} janvier 2018	2 792,53
1 ^{er} janvier 2019	2 856,76
1 ^{er} janvier 2020	2 911,04
1 ^{er} janvier 2021	2 940,15
1 ^{er} janvier 2022	3 019,53
1 ^{er} janvier 2023	3 215,80
1 ^{er} janvier 2024	3 357,30

Colonne 1	Colonne 2
Date	Pension de base (\$)
1 ^{er} janvier 2025	3 444,59

SCHEDULE 5

SCHEDULE

(Subsection 3(1), section 8, subsections 9(4), 10(1) and 10(2) and paragraph 12(2)(b))

Prohibited Human Pathogens and Toxins

PART 1

Toxins

PART 2

Human Pathogens

Variola virus
Virus de la variole

ANNEXE 5

ANNEXE

(paragraphe 3(1), article 8, paragraphes 9(4), 10(1) et (2) et alinéa 12(2)b))

Agents pathogènes humains et toxines interdits

PARTIE 1

Toxines

PARTIE 2

Agents pathogènes humains

Virus de la variole
Variola virus

SCHEDULE 6

ANNEXE 6

SCHEDULE 2

(Section 2, subsections 15.1(1) to (3) and section 19)

ANNEXE 2

(article 2, paragraphes 15.1(1) à (3) et article 19)